



HAL
open science

L'étude sur la guerre commerciale sino-américaine 2018-2019 : les différents principaux et les impacts possibles sur l'économie chinoise

Liulin Wen

► **To cite this version:**

Liulin Wen. L'étude sur la guerre commerciale sino-américaine 2018-2019 : les différents principaux et les impacts possibles sur l'économie chinoise. Gestion et management. 2019. dumas-02331062

HAL Id: dumas-02331062

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02331062>

Submitted on 24 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



Mémoire de stage



L'étude sur la guerre commerciale sino-américaine 2018-2019 : les différends principaux et les impacts possibles sur l'économie chinoise

Présenté par : WEN liulin

Entreprise d'accueil :

Saint-Gobain Consulting Information Organisation

1 passerelle des Reflets

92400 Courbevoie – France

Date de stage : du 11/03/2019 au 06/09/2019

Master 2 Pro

Master Finance

Parcours Finance d'Entreprise et Gestions des Risques

2018 - 2019





L'étude sur la guerre commerciale sino-américaine 2018-2019 : les différends principaux et les impacts possibles sur l'économie chinoise

Mémoire de Master II



PRÉSENTÉ PAR : WEN Liulin

ENTREPRISE D'ACCUEIL : *Saint-Gobain Consulting Information Organisation*

TUTRICE ENTREPRISE : COCAUD Mathilde

TUTEUR UNIVERSITAIRE : ENJOLRAS Geoffroy

IAE GRENOBLE MASTER 2 FINANCE D'ENTREPRISE ET GESTION DES RISQUES

Avertissement :

Grenoble IAE, au sein de l'Université Grenoble Alpes, n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les mémoires des candidats aux masters en alternance : ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Tenant compte de la confidentialité des informations ayant trait à telle ou telle entreprise, une éventuelle diffusion relève de la seule responsabilité de l'auteur et ne peut être faite sans son accord.

REMERCIEMENTS

Je remercie en premier lieu Mme COCAUD Mathilde et M HAMDOUCHI Omar, qui ont cru en moi au moment de pourvoir ce poste, et également pour tout ce qu'ils m'ont apporté depuis mon arrivée au sein de Saint-Gobain Consulting Information Organisation sur le plan professionnel. Merci de leur aide, de leur soutien et de leurs connaissances.

J'adresse aussi un grand merci à mon tuteur universitaire M ENJOLRAS Geoffroy, pour ses conseils, pour son patience, pour sa compréhension et surtout pour sa disponibilité.

Plus généralement, merci à toute l'équipe de SGCIO, pour leur effort à mon intégration.

Résumé

Ces dernières années, avec la montée du sentiment anti-mondialisation, les frictions commerciales internationales ont progressivement augmenté. Le 22 mars 2018, le gouvernement américain a annoncé l'augmentation des droits de douane sur des produits chinois de l'ordre de 60 milliards de dollars, provoquant une guerre commerciale de grande ampleur entre la Chine et les États-Unis. Depuis lors, la guerre commerciale sino-américaine s'est intensifiée et le montant total des marchandises soumises à l'augmentation des tarifs dépasse désormais 300 milliards de dollars. Bien qu'il y ait eu pas mal de frictions commerciales entre la Chine et les États-Unis, une guerre commerciale d'une telle ampleur est encore rare dans l'histoire diplomatique des deux pays. En tant que guerre commerciale complexe avec des conséquences de grande portée, ses causes principales sont réexaminées sous trois aspects : le commerce bilatéral, les investissements et la propriété intellectuelle. Par ailleurs, cet article explore la solution possible pour terminer cette friction commerciale et ses impacts à court terme sur l'économie chinoise. Le contenu principal de chaque partie est les suivants :

Le premier chapitre analyse le différend entre la Chine et les États-Unis sur des questions de commerce bilatéral. À partir des caractéristiques du volume et de la structure du commerce sino-américain, l'article discute de demandes principales des États-Unis sur l'équilibre commercial : la réduction des droits de douane de la Chine, l'élimination des subventions pour certaines industries et la marchandisation du taux de change du RMB.

Le second chapitre parle de différend sur le problème des investissements directs étrangers en Chine, En présentant l'ampleur actuelle et la structure de l'IDE des États-Unis en Chine, ainsi que la politique d'investissement étranger de la Chine, cette partie analyse la demande de l'administration Trump pour réduire davantage les limitations d'accès au marché d'investissement en Chine.

Le troisième chapitre analyse les problèmes sur la protection de la propriété intellectuelle en Chine. À partir d'une analyse du rapport 301 des États-Unis contre la Chine, cette partie montre que le mécontentement des États-Unis à cet égard relève essentiellement des problèmes d'investissement bilatéraux entre les deux pays, et considère ces problèmes comme une excuse du gouvernement américain pour déclencher une guerre commerciale.

Le chapitre suivant explore la solution possible pour terminer cette friction bilatérale. Selon les demandes des États-Unis présentées dans les chapitres précédents, ce chapitre analyse les concessions

que la Chine pourrait faire dans cette guerre commerciale. En combinant les caractéristiques de négociation commerciale de l'administration Trump, l'article estime que cette guerre commerciale se finirait par la signature d'un nouvel accord commercial entre les États-Unis et la Chine.

Le dernier chapitre mesure l'impact possible de la guerre commerciale sur la future économie chinoise. En se basant sur la méthode de demande agrégée, cet article fait une analyse empirique sur les impacts possibles de cette guerre en utilisant le tableau entrées-sorties non compétitif de la Chine. Les résultats montrent que, à court terme, les exportations auraient une influence importante sur la croissance économique chinoise, alors que les importations et les IDE y exerceraient un impact faible. Après cette guerre commerciale, la réduction des excédents commerciaux donnerait lieu à une baisse à court terme d'environ 1,4% au taux de croissance du PIB chinois. Sous l'hypothèse de la mise en œuvre d'une politique de relance économique modérée de la Chine, la baisse du taux de croissance du PIB serait d'environ 1%.

Mots-Clés : USA-China trade wars, international trade, foreign direct investment, intellectual property, aggregate demand method

Sommaire

Introduction.....	1
Chapitre 1 Le commerce bilatéral sino-américain.....	5
1.1 La relation commerciale sino-américaine avant la guerre commerciale 2018-2019	5
1.1.1 <i>Les volumes d'échanges commerciaux sino-américains</i>	5
1.1.2 <i>La structure du commerce sino-américain</i>	7
1.2 Les problèmes de protection commerciale	9
1.2.1 <i>Les barrières tarifaires dans le commerce sino-américain</i>	10
1.2.2 <i>Le statut de l'économie de marché de la Chine</i>	12
1.3 Le problème de taux des changes de RMB.....	16
1.4 Le synthèse du chapitre.....	17
Chapitre 2 Les investissements directs des États-Unis en Chine.....	19
2.1 Les IDE des États-Unis en Chine avant la guerre.....	19
2.1.1 <i>Le développement des IDE des États-Unis en Chine depuis 1990</i>	19
2.1.2 <i>La structure de l'IDE des États-Unis en Chine</i>	21
2.2 Les demandes des États-Unis en matière d'investissement en Chine.....	23
2.2.1 <i>Les limitations d'ouverture du marché d'investissement étranger en Chine</i>	23
2.2.2 <i>L'inégalité des politiques commerciales</i>	25
2.3 Le synthèse du chapitre.....	26
Chapitre 3 La protection de la propriété intellectuelle	27
3.1 La revue de litiges sino-américains sur la protection de la propriété intellectuelle.....	27
3.1.1 <i>Les investigations spéciales 301</i>	28
3.1.2 <i>Les investigation 337</i>	29
3.2 Les différends sino-américains sur la protection de la propriété intellectuelle 2017-2018	31

3.3 Le synthèse du chapitre.....	36
Chapitre 4 La solution possible de la guerre commerciale sino-américaine.....	37
4.1 Les concessions possibles du côté de la Chine.....	37
4.2 Les solutions amiables pour la guerre commerciale sino-américaine.....	43
4.3 Synthèse du chapitre.....	46
Chapitre 5 Les conséquences potentielles de la guerre commerciale sino-américaine sur l'économie chinoise.....	47
5.1 La méthodologie.....	48
5.1.1 La méthode demande agrégée.....	48
5.1.2 Le tableau entrées-sorties non compétitif.....	50
5.2 Les résultats et les discussions.....	61
5.2.1 L'analyse demande agrégée.....	61
5.2.2 L'analyse de la contribution de l'exportation, de l'importation et de l'IDE.....	68
5.2.3 L'impact possible de cette guerre commerciale sino-américaine sur l'économie chinoise.....	70
5.3 Le synthèse du chapitre.....	73
Conclusion.....	75
Bibliographie.....	77
Annexe 1 : Évolution de Volumes de Commerce Sino-Américain 1994-2017.....	80
Annexe 2: SITC: Standard international trade classification.....	81
Annexe 3 : Les diverses raisons des poursuites 337.....	82
Annexe 4 : Principal secteur industriel de l'IDE chinois aux Etats-Unis.....	83

Introduction

Le commerce international est depuis longtemps un sujet principal dans les recherches du domaine économique. Le libre-échange est devenu un principe important qui dominait les gouvernements occidentaux et les institutions financières internationales après la Seconde Guerre mondiale, un récent rapport conjoint du FMI, la Banque mondiale et de l'OMC (2017), a mentionné que la libéralisation et l'ouverture des échanges ont permis à une productivité accrue, une concurrence plus intensive, des prix plus bas et l'amélioration du niveau de vie.¹ Cependant, la montée du protectionnisme et du sentiment anti-mondialisation après la crise orientent toutefois le débat sur le côté négatif du commerce international. Des données récentes ont montré également une augmentation persistante des déficits commerciaux des pays développés, surtout ceux des États-Unis avec la Chine.

Pour réduire les déficits commerciaux avec la Chine, le gouvernement américain a publié, le 22 mars 2018, une liste concernant l'augmentation de droits de douane d'un montant de 60 milliards dollars touchant 1300 produits chinois, ceci a déclenché la nouvelle série de guerre commerciale sino-américaine. Le 6 juillet 2018, les États-Unis ont officiellement imposé un droit de douane de 25% sur les marchandises chinoises d'une valeur de 34 milliards de dollars, marquant ainsi la mise en œuvre officielle de la politique tarifaire de Trump à la Chine. Le ministère chinois du Commerce a par la suite annoncé que les États-Unis ont lancé « une guerre commerciale la plus grande de l'histoire économique »². En décembre 2018, lors du sommet G20, les deux pays ont mis d'accord de régler cette friction commerciale par le biais de négociation. Les négociations n'ont toutefois pas abouti à un résultat positif, et la situation s'aggrave. Le 5 mai 2019, Trump a déclaré que les droits de douane sur des marchandises chinoises d'une valeur de 200 milliards de dollars seraient augmentés de 10% à 25% le 10 mai. Le 1^{er} juin, la Chine a officiellement augmenté les droits de douane sur des marchandises en provenance des États-Unis de l'ordre de 60 milliards dollars.

En effet, dans l'histoire la relation diplomatique sino-américaine, il s'est passé également plusieurs

¹ IMF, World Bank and WTO, 2017. Making trade an engine of growth for all. Policy paper.

² http://www.xinhuanet.com/fortune/2018-07/06/c_1123088529.htm

frictions ou guerres commerciales entre les deux pays, mais les produits et les droits de douane en cause n'étaient pas aussi importants que cette guerre commerciale. Aujourd'hui, en tant que les deux plus grandes forces économiques dans le monde, la friction ou même la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine aura une influence importante sur le commerce bilatéral et voire sur l'économie mondiale dans le contexte de globalisation. Il est donc nécessaire de réexaminer les relations et les frictions commerciales entre la Chine et les États-Unis. Encore, vu que le développement économique de la Chine atteint à ce moment un stade critique de transformation de la structure économique, il est intéressant d'analyser les besoins du gouvernement américain dans cette guerre commerciale et de mesurer ainsi l'impact possible sur la future économie chinoise en explorant la solution possible pour régler cette friction.

Dans la littérature, les guerres commerciales font simplement référence à la situation dans laquelle les pays tentent de détruire leurs échanges commerciaux, généralement par l'imposition de droits de douane ou de restrictions de quotas.³ De nombreux économistes ont cherché à expliquer les causes des frictions dans le commerce international. Selon les théories classiques du commerce international telles que la théorie des avantages absolus⁴ d'Adam Smith, la théorie d'avantage comparatif de David Ricardo⁵ et le modèle Heckscher-Ohlin⁶, deux pays ayant des échanges commerciaux peuvent réaliser une division internationale du travail parfaite ainsi atteindre une optimisation des bénéfices de chaque pays en renforçant ses propres avantages comparatifs. Mais d'après Samuelson Paul⁷, si un pays améliore, grâce au commerce international, sa productivité dans le secteur dont il n'a pas joui d'avantages comparatifs, ceci nuira aux bénéfices du pays disposant des mêmes avantages comparatifs dans les échanges commerciaux. Du coup, pour protéger ses propres intérêts, ce dernier augmenterait les barrières commerciales, qui donneront lieu à des frictions ou bien

³ <https://www.investopedia.com/terms/t/trade-war.asp>

⁴ La Richesse des Nations, Livre IV, Chapitre 2 : Des entraves à l'importation seulement des marchandises étrangères qui sont de nature à être produites par l'industrie

⁵ Ricardo, David (1817), *On the Principles of Political Economy and Taxation* (1 ed.), London: John Murray, retrieved 2012-12-07

⁶ Heckscher, Eli F., Bertil Ohlin, Henry Flam, and M. June Flanders. 1991. *Heckscher-Ohlin trade theory*. Cambridge, Mass: MIT Press.

⁷ Samuelson, Paul, A. 2004. "Where Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization." *Journal of Economic Perspectives*, 18 (3): 135-146.

des guerres commerciales. Pour expliquer les frictions commerciales sous la condition de la concurrence parfaite, pendant les années 1960s, de nombreux économistes tels que Bhagwati, Ramaswami et Srinivasan ont proposé la théorie de distorsion qui selon Alan Deardorff est un écart dans l'attribution des ressources économiques de l'état dans lequel chaque agent maximise son propre bien-être.⁸ Également, Jacob Viner a examiné pour la première fois le modèle des facteurs spécifiques, appelé aussi le modèle Ricardo-Viner qui a ensuite été développé par Paul Samuelson et Ronald Jones.⁹

Mais en réalité, la concurrence est rarement parfaite, du coup Spencer et Brander ont élaboré la théorie de commerce stratégique¹⁰ qui a été avancé par Paul Krugman, Elhanan Helpman, Arvind Panagariya et d'autres économistes. Cette théorie soutient que les gouvernements peuvent utiliser les instruments politiques commerciaux pour transférer les bénéfices des entreprises étrangères aux entreprises nationales, augmentant ainsi le bien-être économique national aux dépens des autres pays,¹¹ et cela peut générer des guerres commerciales entre les pays concernés.

Des institutions financières et des chercheurs ont essayé aussi de mesurer les impacts de cette guerre commerciale sur le développement économique des deux pays et de les quantifier avec le modèle de différents scénarios. Parmi eux, KPMG Australia suggère qu'une guerre commerciale limitée aux États-Unis et à la Chine à des marchandises évaluées à 200 milliards de dollars entraînerait pour ces deux pays une perte de PIB pouvant atteindre 0,6% à court terme et 0,2% à long terme. Les pertes seraient plus grandes si les États-Unis et la Chine intensifiaient leur guerre commerciale à l'échelle mondiale. Une guerre commerciale contagieuse causerait une récession de l'économie mondiale.¹² Wilko Bolt, Kostas Mavromatis et Sweder van Wijnbergen ont étudié les effets macroéconomiques globaux des tarifs en utilisant un modèle d'équilibre général multirégional. Ils soutiennent qu'un tarif unilatéral des États-Unis contre la Chine réduirait les exportations américaines selon le théorème de Lerner Symmetry, et que la production mondiale se contracterait encore plus après les représailles de

⁸ Alan Deardorff. "Distortion", Deardorff's Glossary of International Economics.

⁹ Leamer, Edward; Levinsohn, James (November 1994). "International Trade Theory: The Evidence" (PDF). Cambridge, MA. doi:10.3386/w4940

¹⁰ Terme traduit de l'anglais « Strategic Trade Theory »

¹¹ Barbara J. Spencer and James A. Brander; strategic trade policy From The New Palgrave Dictionary of Economics, Second Edition, 2008, P5

¹² KPMG, Trade wars : there are non winners, KPMG Economics & Tax Center, August 2018

la Chine mais la zone euro profiterait de cette guerre commerciale.¹³ Amiti Mary, Redding Stephen J. and Weinstein David E ont exploré aussi les impacts de la politique commerciale de l'administration Trump sur les prix et le bien-être¹⁴, en utilisant des méthodes économiques standard, ils ont constaté que l'incidence totale du tarif tomberait sur les consommateurs domestiques, avec une réduction du revenu réel américain de 1,4 milliard de dollars par mois. Ils ont observé également des tendances similaires pour les pays étrangers qui ont exercé des représailles contre les États-Unis, ce qui indique que la guerre commerciale a également réduit le revenu réel d'autres pays.¹⁵

Inspiré de leurs études, cet article souhaite également étudier les conséquences possibles de la guerre commerciale sino-américaine sur la future économie chinoise. Pour ce faire, nous analyserons tout d'abord les principaux différends sino-américains dans cette friction du point de vue des États-Unis pour mieux comprendre leurs demandes essentielles. Après avoir clarifié les besoins des États-Unis, l'article cherchera à explorer la possibilité que cette guerre se terminera par la conclusion d'un nouvel accord bilatéral par le biais d'une analyse des concessions que la Chine pourrait faire en combinant avec les caractéristiques des négociations commerciales menées par l'administration Trump. Enfin, à partir d'une analyse quantitative en s'appuyant sur la méthode de demande agrégée et le tableau entrées-sorties non compétitif de la Chine, cet article mesurera l'impact possible à court terme de cette guerre commerciale sur l'économie chinoise et surtout celui sur la croissance du PIB chinois post-guerre commerciale sous l'hypothèse d'une fin éventuelle de cette friction dont nous avons discuté dans la partie précédente.

¹³ Bolt, Wilko and Mavromatis, Kostas and van Wijnbergen, Sweder, The Global Macroeconomics of a Trade War. The Eagle Model on the US-China Trade Conflict (January 31, 2019). De Nederlandsche Bank Working Paper No. 623, 2019.

¹⁴ Welfare en anglais

¹⁵ Amiti, Mary and Redding, Stephen J. and Weinstein, David E., The Impact of the 2018 Trade War on U.S. Prices and Welfare (March 2019). NBER Working Paper No. w25672.

Chapitre 1 Le commerce bilatéral sino-américain

Ce chapitre concentrera sur le déséquilibre concernant les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis, nous parlerons donc de la relation commerciale entre les deux pays avant le commencement de cette guerre commerciale en analysant les volumes et la structure de produits des échanges, les barrières tarifaires et non tarifaires ainsi que le rôle du taux des changes de monnaie chinoise (renminbi ou RMB) dans le commerce sino-américain. Nous cherchons ainsi à comprendre les besoins du gouvernement américain en termes d'importations et exportations avec la Chine.

1.1 La relation commerciale sino-américaine avant la guerre commerciale 2018-2019

Dans cette partie, nous présenterons la situation des échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis en analysant les volumes d'échanges et la structure des produits d'importations et d'exportations afin d'avoir une idée plus claire sur le commerce bilatéral sino-américain avant cette guerre commerciale.

1.1.1 Les volumes d'échanges commerciaux sino-américains

Depuis la mise en place de la réforme du régime de change chinois¹⁶ visant à adopter une «économie de marché socialiste»¹⁷ en 1994, les échanges commerciaux entre les deux pays sont entrés dans une période de développement rapide, à l'exception de quelques années, le volume total du commerce sino-américain, les importations et les exportations totales ont généralement augmenté de manière constante. Comme montré dans le tableau¹⁸ de [l'Annexe 1](#), en 1997, le commerce total s'élève à 75 milliards de dollars et le taux de croissance des exportations de la Chine a dépassé 20%,

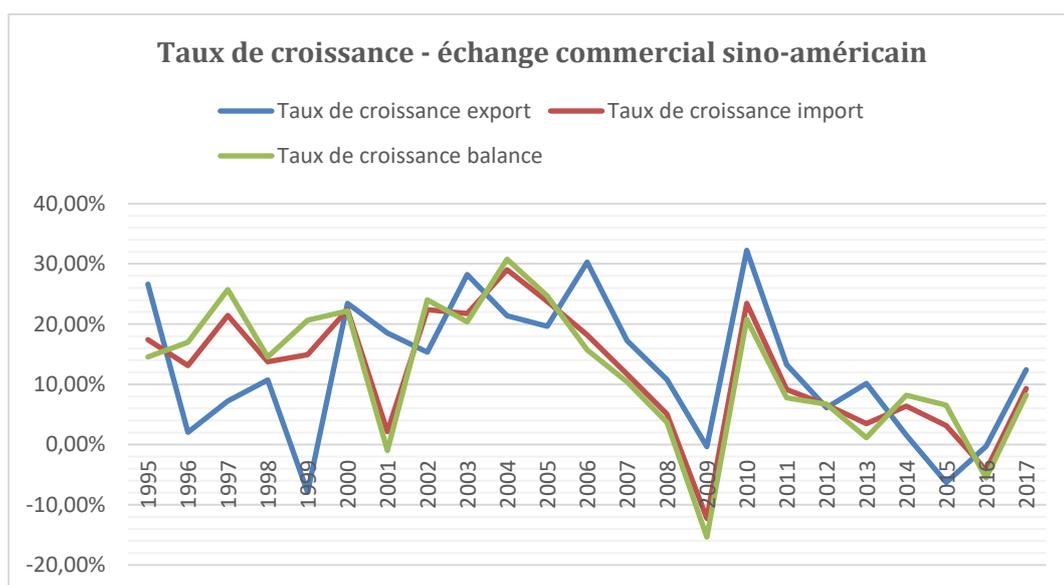
¹⁶ Un nouveau régime de change flottant contrôlé unifiant les taux des changes multiples sur la base de l'offre et demande du marché

¹⁷<https://www.reuters.com/article/us-china-yuan-timeline/timeline-chinas-reforms-of-yuan-exchange-rate-idUSBRE83D03820120414>; consulté le 22 mai 2019

¹⁸ <https://www.census.gov/foreign-trade/balance/c5700.html>; les chiffres saisis par la Chine et les États-Unis ne sont pas exactement les mêmes, vu nous envisageons à analyser les demandes des États-Unis, nous utilisons donc les montants publiés par le gouvernement américain.

les États-Unis sont devenus le plus grand marché d'outre-mer de la Chine. Après l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, les relations bilatérales commerciales se sont resserrées, au cours des cinq années allant de 2002 à 2006, le taux de croissance des exportations à la Chine a dépassé 30% et le taux de croissance moyen des importations a atteint 23%, le volume des échanges a augmenté régulièrement avec un taux de croissance de presque 20%. Les échanges sino-américains ont atteint 231.11 milliards de dollars en 2004, les États-Unis ont remplacé ainsi le Japon en tant que deuxième partenaire commercial de la Chine. Avec 341.45 milliards de dollars d'échanges en 2006, la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial des États-Unis. En 2017, les échanges commerciaux sino-américains ont augmenté régulièrement et les États-Unis sont devenus le principal marché d'exportation de la Chine, son deuxième partenaire commercial et son quatrième importateur.

Avec le développement du commerce sino-américain, le problème du déséquilibre commercial est apparu progressivement. Selon le graphique suivant, nous pouvons voir que, à l'exception de quelques années, le déficit de la balance commerciale des États-Unis avec la Chine a augmenté de manière fluctuante pendant la dernière vingtaine d'année, le taux de croissance du déficit balance a même dépassé 30% en 2004. De 2002 à 2007, la croissance de la balance commerciale sino-américaine était la plus forte. En 2006, le déficit commercial s'est élevé à 234,10 milliards de dollars, soit 68,56% du volume total des échanges commerciaux. Depuis 2011, le problème du déséquilibre commercial s'est atténué, le taux de croissance de la balance commerciale a diminué et s'est stabilisé autour de 7%, avec une croissance négative dans quelques années.

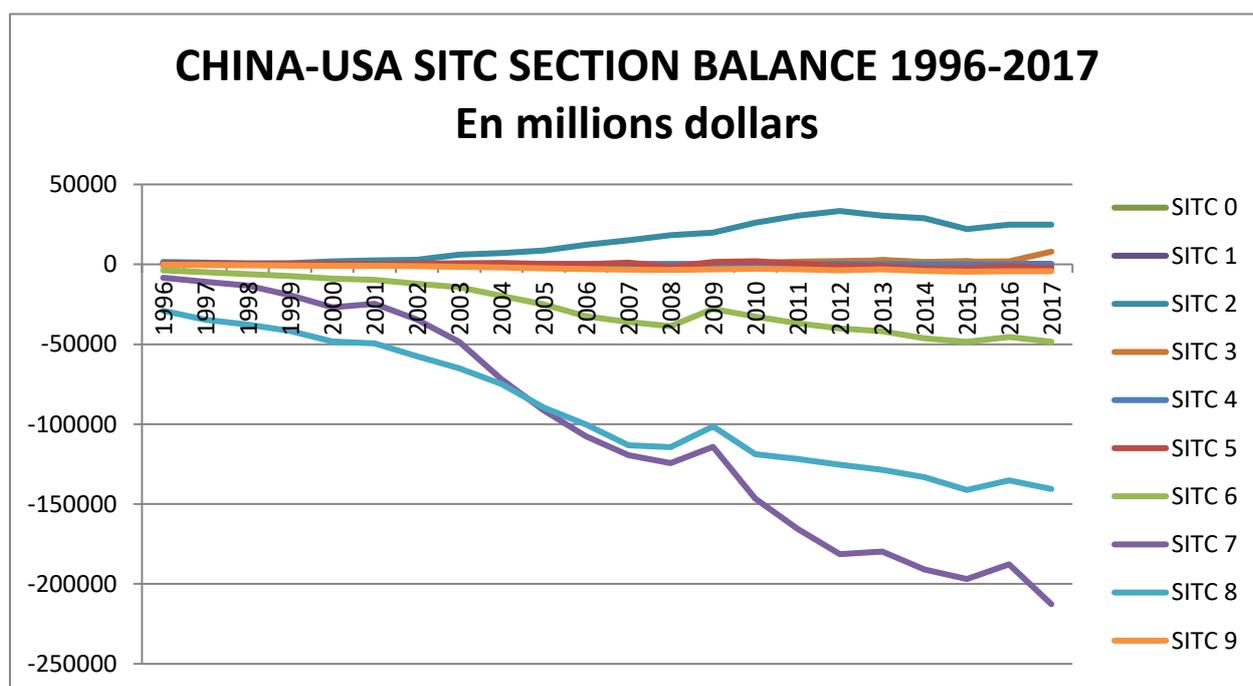


En résumé, l'évolution du commerce sino-américain de 1995 à 2017 présente les caractéristiques suivantes : premièrement, le volume total des échanges commerciaux, des exportations et des importations de la Chine et des États-Unis a fortement augmenté. De même, en termes de volatilité et de valeur absolue du taux de croissance, pendant une vingtaine d'année, les moyennes des trois indices (taux de croissance d'exportations, d'importations et de balance) sont toutes presque égales à 12%, tel est également le cas avec leurs écart-type qui est respectivement 11,44%, 10,15% et 11,16% (cf. [Annexe 1](#)). Troisièmement, au cours des dernières années, les taux de croissance des trois indicateurs se sont tous rapprochés de 7% et la tendance des fluctuations du commerce entre les deux pays s'est progressivement atténuée mais nous voyons aussi une tendance croissante depuis 2016.

1.1.2 La structure du commerce sino-américain

Les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis ont non seulement généré une balance commerciale en quantité, mais ont également présenté un déséquilibre dans la structure du commerce. Cette section analysera la structure des produits échangés entre les deux pays avec l'aide de « Standard International Trade Classification » (SITC) comme présenté dans [l'Annexe 2](#).

Selon [l'Annexe 1](#), nous constatons aussi que l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis a rapidement augmenté et la valeur commerciale nette a été multipliée par presque 12 en 20 ans. Nous remarquons toutefois que la balance commerciale sino-américaine n'est pas équilibrée dans toutes les catégories de produits échangés.



D'après la figure ci-dessus, les commerces concernant la section SITC 0, SITC 1, SITC 3, SITC 4, SITC 5 et SITC 9 étaient plutôt équilibrés et n'ont pas généré beaucoup de balance (déficit ou excédent), par contre la majeure partie de la balance commerciale provient de ces 4 sections de produits : SITC 2, SITC 6, SITC 7 et SITC 8. Concernant la section SITC 2 (Matières brutes, non comestibles, sauf les carburants¹⁹), les États-Unis sont toujours excédentaires avec la Chine alors qu'elles sont à long terme en déficit dans le commerce des produits de la section SITC 6 (Produits manufacturés classés principalement par matière²⁰), SITC 7 (Machines et équipement de transport²¹) et SITC 8 (Divers articles manufacturés²²). Ces trois derniers sont aussi la principale source du déséquilibre commercial entre les deux pays, et le déficit du gouvernement américain concernant ces produits ne cesse à augmenter.

Ce déséquilibre provenant de la structure du commerce peut s'expliquer par les différents avantages comparatifs des deux pays en questions. D'un côté, l'avantage de la Chine à l'exportation est principalement concentré dans les produits de la section 6, 7 et 8, selon [l'Annexe 2](#), les produits de SITC 6 et 8 relèvent de la catégorie de l'industrie à forte intensité de main-d'œuvre. En effet, au début du XXI^e siècle, environ 65% de l'écart commercial entre la Chine et les États-Unis provenait des produits d'exportation primaires tels que les vêtements, les meubles et les objets d'artisanat à bon marché. L'abondante main-d'œuvre bon marché et les politiques favorables de la Chine a favorisé le développement de ces deux catégories de produits et a constitué le début et le fondement d'une économie axée sur l'exportation. Pour les produits de la section 7 (Machines et équipement de transport), ils ont à la fois les caractéristiques à forte intensité de technologie et/ou capital et à forte intensité de main-d'œuvre : la recherche et le développement de technologies en amont de l'industrie sont à forte intensité de capital ou de technologies, tandis que la transformation et l'assemblage en aval de la chaîne de valeur sont à forte intensité de main-d'œuvre. Pour la Chine, elle prend principalement en charge la transformation et la réexportation des produits SITC 7, mais elle est faible en R&D et les technologies clés, par conséquent, ces produits doivent être classés dans l'industrie à

¹⁹ Traduit de l'anglais « Crude materials, inedible, except fuels »

²⁰ Traduit de l'anglais « Manufactured goods classified chiefly by material »

²¹ Traduit de l'anglais « Machinery and transport equipment »

²² Traduit de l'anglais « Miscellaneous manufactured articles »

forte main d'œuvre pour la Chine. D'un autre côté, l'avantage des exportations des États-Unis se résidait dans les produits de la section 7, 2 et 5, qui représentaient respectivement 41,40%, 25,17% et 12,57% de la totale des exportations vers la Chine. En effet, à part des matières brutes non comestibles (SITC 2), les produits de la section 5 (produits chimiques) et de la section 7 (machine et équipement de transport) appartiennent pour les États-Unis à l'industrie à forte intensité de capital et de technologies. De là, nous pouvons voir que ce sont les avantages comparatifs et la différence de la structure industrielle entre la Chine et les États-Unis qui ont entraîné mutuellement des déséquilibres dans la structure du commerce sino-américain.

Section	Export		Import		Total	
	Rxport	% all export	Import	% all import	Total	% of all total
SITC 7	26 023 670 373	41,40%	129 531 629 008	47,65%	155 555 299 381	46,48%
SITC 2	15 820 430 033	25,17%	1 311 233 061	0,48%	17 131 663 094	5,12%
SITC 5	7 900 647 034	12,57%	7 958 755 008	2,93%	15 859 402 042	4,74%
SITC 8	4 632 927 899	7,37%	95 635 587 789	35,18%	100 268 515 689	29,96%
SITC 6	3 442 135 330	5,48%	30 146 626 405	11,09%	33 588 761 735	10,04%
SITC 0	2 907 952 888	4,63%	3 429 163 961	1,26%	6 337 116 849	1,89%
SITC 3	1 204 335 711	1,92%	618 687 806	0,23%	1 823 023 517	0,54%
SITC 9	670 465 208	1,07%	3 135 435 421	1,15%	3 805 900 629	1,14%
SITC 4	131 545 967	0,21%	28 957 321	0,01%	160 503 288	0,05%
SITC 1	123 472 632	0,20%	46 576 550	0,02%	170 049 183	0,05%
Total	62 857 583 077	100,00%	271 842 652 330	100,00%	334 700 235 407	100,00%

Source: <https://www.census.gov/foreign-trade/statistics/country/sitc/index.html>

Dans cette partie, nous avons ainsi présenté la situation déséquilibrée du commerce sino-américain en analysant les données de 1996 à 2017. Nous pouvons considérer le déséquilibre commercial entre les deux pays comme une cause directe de cette guerre commerciale, mais ceci est juste un phénomène superficiel, du coup dans les deux parties suivantes, nous perlerons plus en détail des problèmes causant ce déséquilibre commercial : le problème de protectionnisme commercial et le taux des changes de Renminbi (RMB).

1.2 Les problèmes de protection commerciale

Aujourd'hui, nous sommes loin d'être dans un monde de libre-échange, en effet tous les pays disposent de politiques protectrices et favorables pour protéger les bénéfices de leurs propres peuples, ce qui a provoqué un environnement inégal de concurrence. Dans cette partie, nous discuterons du

rôle du protectionnisme commercial dans le commerce sino-américain en analysant les barrières tarifaires et le statut de l'économie de marché de la Chine.

1.2.1 Les barrières tarifaires dans le commerce sino-américain

Une barrière tarifaire est une barrière douanière qui permet à un pays de limiter ou rendre plus difficile l'accès au territoire national pour un produit provenant de l'étranger.²³ Elle est un moyen important pour protéger les bénéficiaires des entreprises intérieures. Dans cette partie, nous essaierons d'examiner le déséquilibre des barrières tarifaires entre les États-Unis et la Chine en comparant les droits de douane de 2017 des deux pays en question.

D'un point de vue global, comme nous pouvons voir dans le tableau ci-dessous, comparés aux États-Unis, les tarifs de la Chine sont généralement élevés que ce soit du domaine agricole ou non agricole. En 2017, la moyenne simple des taux consolidés finaux²⁴ de la Chine était de 10% pour la totale, de 15,7% pour l'agriculture et 9,1% pour le non-agriculture, en revanche, celle des États-Unis n'était respectivement que de 3,4%, 4,9% et 3,2%, soit à peu près un tiers de celle de la Chine. Tel est également le cas concernant la moyenne des taux appliqués aux nations les plus favorisés.

China							
Part A.1 Tariffs and imports: Summary and duty ranges							
Summary		Total	Ag	Non-Ag	WTO member since		2001
Simple average final bound		10,0	15,7	9,1	Binding coverage:	Total	100
Simple average MFN applied	2017	9,8	15,6	8,8		Non-Ag	100
Trade weighted average	2016	5,2	11,8	4,6	Ag: Tariff quotas (in %)		4.5
Imports in billion US\$	2016	1 387,9	102,6	1 285,4	Ag: Special safeguards (in %)		0

United States of America							
Part A.1 Tariffs and imports: Summary and duty ranges							
Summary		Total	Ag	Non-Ag	WTO member since		1995
Simple average final bound		3,4	4,9	3,2	Binding coverage:	Total	100.0
Simple average MFN applied	2017	3,4	5,3	3,1		Non-Ag	100.0
Trade weighted average	2016	2,4	4,0	2,3	Ag: Tariff quotas (in %)		5.9
Imports in billion US\$	2016	2 088,9	120,4	1 968,5	Ag: Special safeguards (in %)		3.0

Nous pouvons également en déduire que les deux pays prêtent tous attention à la protection de leur industrie agricole en comparant la moyenne du taux final de droits de douane des produits agricoles et celle des produits non-agricoles.

Afin d'avoir une idée plus claire sur la situation des obstacles tarifaires des produits non-agricoles, nous allons maintenant analyser les données des produits manufacturières. Les deux

²³ <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/barriere-tarifaire.html#MMObtcRzGhFtHSU5.99>

²⁴ Traduit de l'anglais « simple average final bound »

tableaux suivants nous montrent le taux moyen des droits de douane pour les produits non-agriculturels d'un ordre décroissant.

De côté de la Chine, les 5 catégories de produits (sauf les produits de la mer) dont les droits de douane sont les plus élevés appartiennent à l'industrie à l'intensité forte de main d'œuvre telle que les vêtements, le cuir, les chaussures, les textiles...etc. Cela est cohérent avec les avantages comparatifs d'exportations de la Chine comme mentionnés dans la dernière partie, cela justifie également l'intention du gouvernement chinois à protéger ces produits dans le commerce international. Cependant, la Chine impose les droits de douanes plutôt bas pour les produits des matières premières et les produits chimiques. Cela peut s'expliquer par le manque des technologies clés avancées et des ressources en comparant avec ses volumes d'exportations.

Dans le même temps, les États-Unis ont fixé des taux douaniers élevés pour l'industrie des vêtements et des textiles, ce qui reflète la protection de l'industrie textile. Même si cette industrie ne jouit pas d'un avantage comparatif aux États-Unis, le gouvernement américain y applique toutefois une politique de protection afin de maintenir les taux d'emploi et de protéger les industries nationales, parce que cette industrie a une grande capacité d'absorption de la main-d'œuvre. De plus, les équipements de transport sont l'un des produits ayant les taux de droits de douane les plus élevés. Cela est une manifestation de la protection commerciale du gouvernement américain à son industrie automobile, parce qu'elle est l'une des industries les plus avantageuses des États-Unis. Par contre, le gouvernement américain n'a pas beaucoup d'envie d'être un protecteur pour les produits dont le processus de production nuit à l'environnement écologique.

China
Part A.2 Tariffs and imports by product groups

Product groups	Final bound duties				MFN applied duties			Imports	
	AVG	Duty-free in %	Max	Binding in %	AVG	Duty-free in %	Max	Share in %	Duty-free in %
Clothing	16.1	0	25	100	16.0	0	25	0.4	0
Leather, footwear, etc.	13.7	0.6	25	100	13.3	0.6	25	1.6	1.2
Manufactures, n.e.s.	12.2	15.2	35	100	11.7	9.9	35	6.8	18.4
Transport equipment	11.4	0.8	45	100	12.3	0.8	45	7	0
Fish & fish products	11.0	6.1	23	100	10.8	4.4	23	0.7	2.4
Textiles	9.8	0.2	38	100	9.6	0	38	1.3	0
Electrical machinery	8.9	25.8	35	100	8.6	23.4	35	23.2	43.4
Non-electrical machinery	8.4	7.9	35	100	8.1	8.9	35	9.2	37.5
Minerals & metals	8.0	5.6	50	100	7.8	5.9	50	18.1	45.4
Chemicals	6.7	0.5	47	100	6.6	0.4	47	11.9	0.7
Petroleum	5.0	20	9	100	5.3	16.7	9	9.2	91.3
Wood, paper, etc.	5.0	22.3	20	100	4.1	41	20	3.3	84.8

United States of America

Part A.2 Tariffs and imports by product groups

Product groups	Final bound duties				MFN applied duties			Imports	
	AVG	Duty-free in %	Max	Binding in %	AVG	Duty-free in %	Max	Share in %	Duty-free in %
Clothing	11.6	2.9	32	100	11.6	2.8	32	3.9	0.9
Textiles	8	14.8	34	100	7.9	15	34	2.1	13.6
Leather, footwear, etc.	3.9	39.4	56	100	3.9	38.3	56	2.7	14.7
Transport equipment	3	55.7	25	100	2.9	53.6	25	15.2	13.4
Chemicals	2.8	40.7	7	100	2.8	40.6	7	11	67.9
Petroleum	2.2	0	7	80	1.8	0	7	5.7	0
Manufactures, n.e.s.	2.1	54.1	32	100	2.2	50.4	32	7.8	74.3
Minerals & metals	1.7	60.6	38	100	1.7	60.8	38	10.7	67.6
Electrical machinery	1.4	56.5	15	100	1.5	51.6	15	15.3	70.5
Non-electrical machinery	1.2	66.5	10	100	1.2	65.1	10	14.8	78.5
Fish & fish products	1	82.1	35	100	0.7	85	35	0.9	92.6
Wood, paper, etc.	0.5	90.2	14	100	0.5	88.2	16	4.2	91.5

En un mot, les barrières tarifaires de la Chine sont généralement plus élevées que celles des États-Unis, cela est dû d'une part au statut de pays en voie de développement de la Chine et d'autre part à l'intention des autorités chinoises à protéger ses produits exportateurs disposant des avantages comparatifs. Les États-Unis cherchons à son tour à limiter les importations des équipements de transport afin ainsi à promouvoir son industrie automobile.

1.2.2 Le statut de l'économie de marché de la Chine

Le statut de l'économie de marché est un terme économique qui désigne l'état de l'économie de marché d'un pays. Selon l'importance de l'économie de marché d'un pays dans l'économie nationale et le degré d'intervention de l'État dans l'économie, il peut généralement être considéré comme un pays à économie de marché complète ou un pays à économie non-marché. Dans l'article 15 du protocole publié lors de l'entrée de la Chine à l'OMC (« Protocol on the Accession of the People's Republic of China »), la Chine a été définie comme un pays à économie non marché. Depuis longtemps, le gouvernement chinois s'efforce de faire reconnaître aux membres de l'OMC son statut de l'économie de marché. Mais jusqu'à présent, de nombreuses grandes forces économiques, notamment les États-Unis, l'Union Européenne et le Japon, refusent toujours de l'accepter. La principale controverse est que le gouvernement chinois a adopté un grand nombre de politiques de subventions et d'incitations. Par exemple, en 2016, face à la demande de la Chine d'enlever les barrières commerciales conformément à l'accord de l'OMC, 28 membres de l'Union européenne ont discuté pour la première fois de la question de donner à la Chine le statut d'économie de marché. Certains s'y sont opposé, parce qu'ils ont cru qu'un grand nombre de produits exportateurs chinois ont bénéficié de subventions de l'État,

ce qui constituait un avantage en termes de prix, entraînant ainsi une concurrence inégale sur le marché.

Dans cette guerre commerciale sino-américaine, l'intervention de l'Etat dans l'économie chinoise est l'une des questions centrales des frictions commerciales. Le 30 novembre 2017, le président Trump a officiellement rejeté la demande de la Chine pour obtenir le statut d'économie de marché au titre de l'article 15 du « Protocol on the Accession of the People's Republic of China » et a soumis sa décision à l'OMC. C'est la première fois que les États-Unis expriment publiquement leur position et en expliquant les raisons. En 2018, dans le cadre des négociations commerciales sino-américaines, les États-Unis ont directement reproché au gouvernement chinois d'utiliser les subventions distordant le marché.²⁵ Concernant cette tour de guerre commerciale, l'intervention du gouvernement chinois qui rend les États-Unis le plus mécontent, est le plan de « Made in China 2025 » proposé en 2015.

Pour analyser le statut d'économie de marché de la Chine, nous devons d'abord comprendre les exigences des États-Unis sur un statut d'économie de marché complet. Les facteurs qu'ils prennent en compte pour déterminer si un pays est à économie de marché ou non sont les suivants:²⁶

- (1) Le degré d'échange monétaire entre la monnaie du pays et les autres pays ;
- (2) La mesure dans laquelle les travailleurs peuvent négocier librement avec le gouvernement sur les salaires ;
- (3) La mesure dans laquelle une entreprise du pays est autorisée à créer une coentreprise ou une autre entreprise d'investissement ;
- (4) Le degré de propriété ou de contrôle du gouvernement sur les matériaux de production ;
- (5) Le contrôle du gouvernement sur l'attribution des ressources et la décision de l'entreprise en matière de prix et de production ;
- (6) Autres facteurs jugés appropriés par l'autorité chargée de l'enquête.

Nous pouvons en déduire que le jugement des États-Unis sur le statut de l'économie de marché prend principalement en compte le degré d'intervention du gouvernement dans tous les aspects du fonctionnement du marché.

Cependant, dans le plan de « Made in China 2025 » qui concerne 10 industries clés telles que la

²⁵ Traduit de l'anglais « market-distorting subsidies »

²⁶ <https://fas.org/sgp/crs/row/IF10385.pdf>

nouvelle génération d'industries informatiques, le véhicule à nouvelle énergie, des équipements aérospatiaux...etc., bien qu'il insiste sur le principe « dirigé par le marché », de nombreuses subventions et politiques de soutien sont apparues dans le processus de sa mise en œuvre. Par exemple, dans le domaine des véhicules à énergies nouvelles, la Chine a accordé une subvention de 12,333 milliards de yuans en 2016 et de 6,641 milliards de yuans en 2017, et plus de 200 000 véhicules à énergies nouvelles ont été subventionnés.²⁷ Encore un exemple, dans le domaine des robots industriels, la province du Guangdong, Zhejiang, Hubei et d'autres villes ont mis en place des subventions et des politiques de soutien correspondantes, notamment dans la province du Guangdong, qui prévoit de créer un fonds de transformation technique de 16,8 milliards de yuans de 2015 à 2017. Au cours de cette période, 1 950 entreprises industrielles correspondantes aux conditions désignées seront encouragées à effectuer une « substitution de machine », parmi lesquelles Guangzhou subventionnera 20% du prix de vente ou du prix de location pour l'achat ou la location de la machine entière. La ville de Dongguan récompense 10% de l'investissement total, jusqu'à 2 millions de yuans pour les entreprises qualifiées et les meilleurs projets bénéficient encore de récompenses supplémentaires. Dans d'autres industries mentionnées dans le plan de « Made in China 2025 », il existe également un grand nombre de subventions et de politiques de soutien similaires visant à favoriser le développement de l'industrie de la manufacture chinoise.

En termes d'investissement en capital, la Chine a également apporté un soutien considérable au programme « Made in China 2025 ». Le gouvernement chinois a créé plusieurs fonds d'investissement pour favoriser le développement de l'industrie de la manufacture. Parmi eux, le fonds d'investissement de l'industrie manufacturière avancée de la Chine est à une échelle de 20 milliards de yuans. La taille du fonds national d'investissement dans l'industrie des circuits intégrés a atteint 139 milliards de yuans en juin 2017. Le fonds d'orientation du capital de risque national du secteur émergent de la SDIC s'élève à 17,85 milliards de yuans.²⁸ En revanche, le gouvernement allemand n'a fourni que 200 millions d'euros au soutien de son programme Industrie 4.0.

Les principaux partenaires commerciaux de la Chine comme les États-Unis et l'Union Européenne,

²⁷ <http://www.miit.gov.cn/n1146295/n1652858/n1653100/n3767755/c6191983/content.html>, consulté le 26 mai 2019

²⁸ <http://www.zaobao.com/forum/views/opinion/story20180618-868098>, consulté le 26 mai 2019

estiment que « Made in China 2025 » a apporté un soutien important au secteur manufacturier par le biais de l'intervention de l'État, sapant ainsi les caractéristiques de la libre concurrence dans l'économie de marché. Ces entreprises subventionnées peuvent obtenir des avantages supplémentaires des prix et des technologies. Sur le marché intérieur, cet avantage crée une barrière non tarifaire potentielle qui augmente la compétitivité des produits nationaux par rapport aux produits importés, réduisant ainsi les importations de la Chine. Toutefois, par rapport au comportement de protection commerciale, les États-Unis s'inquiètent plutôt des avantages à l'exportation de l'industrie manufacturière chinoise grâce à ces politiques de soutien gouvernemental, parce que cela permettra aux produits fabriqués en Chine de gagner des avantages concurrentiels plus importants et plus larges sur le marché mondial, renforçant ainsi la compétitivité des exportations chinoises, élargissant l'écart commercial entre la Chine et les États-Unis et créant directement des chocs aux industries concernées dans d'autres pays. Le 16 mars 2017, le rapport de la Chambre de Commerce américaine « Made in China 2025: Global Ambitions Built on Local Protections » a reflété cette double préoccupation des États-Unis concernant cette protection locale et l'ambition globale de la Chine.²⁹ En septembre 2016, le discours de Penny Pritzker, alors secrétaire au Commerce des États-Unis, reflétait pleinement ce point de vue:

“This unprecedented state-driven interference would distort the market and undermine the innovation ecosystem. The world has seen the effects of this type of targeted, government-led interference before...The result has been overcapacity in the global marketplace that has artificially reduced prices, cost jobs in both the U.S. and around the world, and caused significant damage to those industries globally.”³⁰

En général, les États-Unis s'inquiètent que les interventions et les politiques favorables, représentés par le plan « Made in China 2025 », nuisent aux importations et aux exportations des entreprises américaines dans le commerce sino-américain, ce qui accroîtra l'excédent commercial de la Chine et le déséquilibre commercial entre la Chine et les États-Unis. Par conséquent, les États-Unis sont toujours réticents à reconnaître le statut d'économie de marché de la Chine et continuent

²⁹ <https://www.uschamber.com/report/made-china-2025-global-ambitions-built-local-protections-0>, consulté le 26 mai 2019

³⁰<https://www.commerce.gov/news/secretary-speeches/2016/11/us-secretary-commerce-penny-pritzker-delivers-major-policy-address>, consulté le 26 mai 2019

d'attaquer la Chine sur la question du statut d'économie de marché. Du coup, le statut d'économie de marché de la Chine demeure encore l'une des contradictions essentielles entre la Chine et les États-Unis.

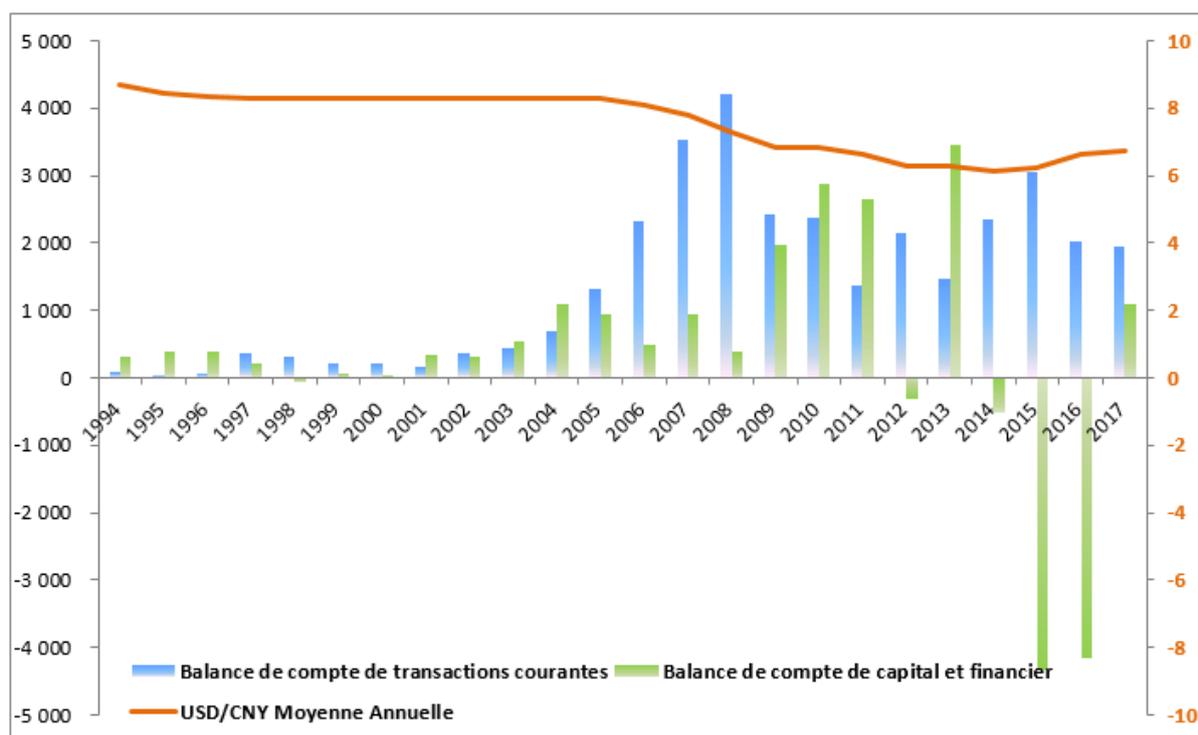
1.3 Le problème de taux des changes de RMB

Les taux des changes de la monnaie chinoise sont aussi un sujet d'actualité dans les discussions sur le commerce bilatéral entre la Chine et les États-Unis. En effet, le taux des changes joue un rôle important dans les performances dans les échanges commerciaux internationaux d'un pays. Qu'ils soient déterminés par des chocs exogènes ou par des politiques, les évaluations relatives des devises et leur volatilité ont souvent des répercussions importantes sur le commerce international, la balance des paiements et la performance économique globale.³¹ En effet, la sous-évaluation d'une devise nationale fera baisser le prix et la valeur de leurs exportations et donne un avantage des prix au pays exportateur, augmentant ainsi l'excédent de ce pays. En revanche, à son retour, la balance commerciale exercera une influence sur le taux des changes de cette devise au travers de l'effet de l'offre et demande. Sous la condition que les autres facteurs influençant le taux des changes restent constants, si les exportations d'un pays dépassent ses importations, il y aura une forte demande pour ses biens ainsi pour ses monnaies, augmentant donc la valeur de la monnaie, c'est-à-dire que la monnaie s'apprécie.

Cependant depuis longtemps, la Chine reste excédentaire dans le compte de transactions courantes ainsi que le compte de capital et financier. Comme nous pouvons apprendre du graphique suivant que la balance de compte de transactions courantes est restée favorable depuis une vingtaine d'année. Le même cas pour le compte de capital et financier, surtout depuis la mise en œuvre du nouveau régime de taux des changes en 2005, la balance de ces deux comptes n'a commencé à être négative qu'à partir de l'année 2012. Voilà aussi pourquoi les États-Unis accusent toujours la dévaluation du renminbi, parce que dans ce cas-là, la monnaie chinoise devrait être appréciée par suite d'une forte demande de RMB sur le marché international, mais en réalité selon l'évolution de la moyenne annuelle du taux de change USD/CNY, le renminbi n'a pas eu une forte appréciation par

³¹ https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/itcctab57_en.pdf

rapport au dollar américain.



Étant donné que la baisse du taux de change favorise les exportations et non les importations, les États-Unis s'inquiètent depuis longtemps la croissance de l'avantage commercial chinois via sa manipulation des taux des changes et ont menacé à plusieurs reprises de lister la Chine comme un pays manipulateur de monnaie. Par conséquent, dans cette tour de guerre commerciale, le taux des changes du renminbi restera l'une des questions les plus importantes sur la table de négociation entre la Chine et les États-Unis.

1.4 Le synthèse du chapitre

Ce chapitre a analysé le déséquilibre de la relation commerciale entre les États-Unis et la Chine sous 4 aspects : le volume du commerce bilatéral y compris la structure de produits échangés ; les barrières tarifaires ; le statut d'économie de marché de la Chine et le rôle de taux du change de RMB. Avec la croissance rapide de volume d'échanges commerciaux, les déficits des États-Unis avec la Chine a augmenté de manière constante et considérable. Concernant la structure des exportations des deux pays, la Chine exporte principalement des produits à la forte intensité de main d'œuvre alors que les avantages américains sont des exportations à l'intensité forte de capital ou technologie. En tant qu'un pays en voie de développement, la Chine a en général des barrières tarifaires plus élevées que les États-

Unis. L'administration Trump a mis aussi en cause les interventions gouvernementales dans l'économie chinoise qui a créé des concurrences déloyales à des entreprises américaines en Chine. Egalement, le gouvernement américain craint que la Chine ne manipule le taux de change du renminbi dans le but de récompenser la perte dans la guerre commerciale. En conséquence, les États-Unis exigent que la Chine doive réduire les obstacles tarifaires, éliminer les politiques de soutien destinées à son plan « Made In China 2015 » et avancer la marchandisation du taux des changes de RMB.

Chapitre 2 Les investissements directs des États-Unis en Chine

Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre précédent, la Chine a disposé pour une vingtaine d'année une balance positive dans le compte de capital et financier. Certainement, le marché chinois a sans doute une forte attraction, mais ces excédents s'expliquent aussi par l'accès difficile des IDE à la Chine : le marché d'investissement n'est pas 100% ouvert à l'extérieur et il existe des politiques commerciales protégeant les entreprises locales et donnant lieu à un environnement de concurrence inégale. Du coup, dans ce chapitre, nous analyserons le développement des investissements directs des États-Unis en Chine et essayerons de comprendre les demandes du gouvernement américain concernant l'ouverture de marché d'investissement de la Chine.

2.1 Les IDE des États-Unis en Chine avant la guerre³²

Depuis la promulgation de la loi autorisant les entreprises étrangères à investir en Chine, les États-Unis ont été l'un des premiers pays qui réalisaient des activités d'investissement en Chine. Dans cette partie, nous présenterons le développement des investissements directs américains sur le marché chinois et analyserons la structure de ces investissements.

2.1.1 Le développement des IDE des États-Unis en Chine depuis 1990

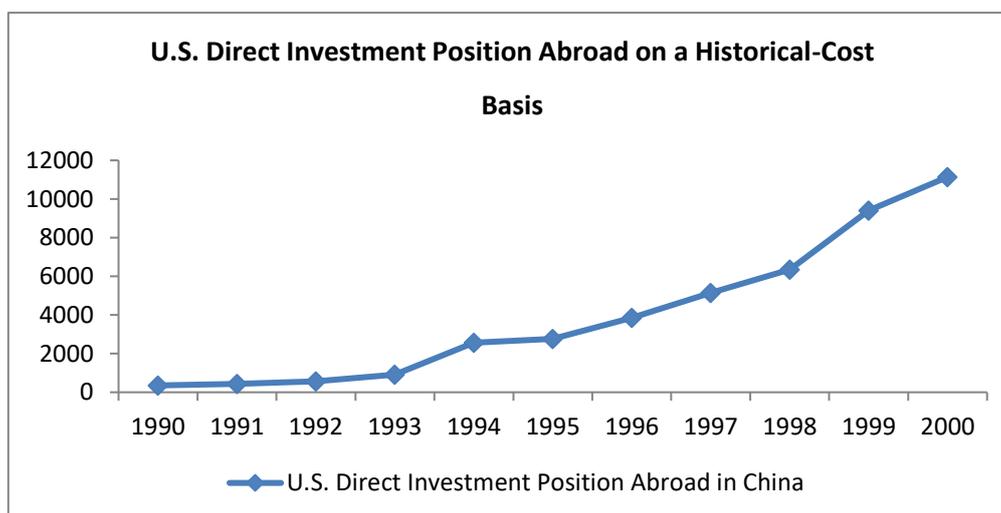
À partir des années 1990s, la Chine continuait à approfondir ses réformes et son ouverture, les investissements américains sur le marché chinois ont augmenté rapidement. En effet, de 1979 jusqu'à 1991, les investissements directs étrangers sont faibles, mais en 1992, le volume des investissements directs internationaux ont dépassé pour la première fois 10 milliards de yuans en Chine et ont été multipliée par dix en deux ans.

Le développement des investissements directs américains en Chine peuvent être divisé par 3 périodes. La première est d'avant 1990, durant laquelle les investissements étaient très faible du coup nous n'en parlerons pas. La deuxième est de 1990 jusqu'à la veille de l'entrée à l'OMC de la Chine en 2001, dans cette période, les activités d'investissement direct américain ont eu une croissance rapide.

³² Toutes les données utilisées dans ce chapitre a pour source United States CENSUS Bureau (<https://www.census.gov/>)

La dernière est de l'année 2001 à l'année 2017, c'est-à-dire juste avant le commencement de cette guerre commerciale sino-américaine, cette période est un peu compliquée parce que l'économie mondiale a subi une fameuse crise financière.

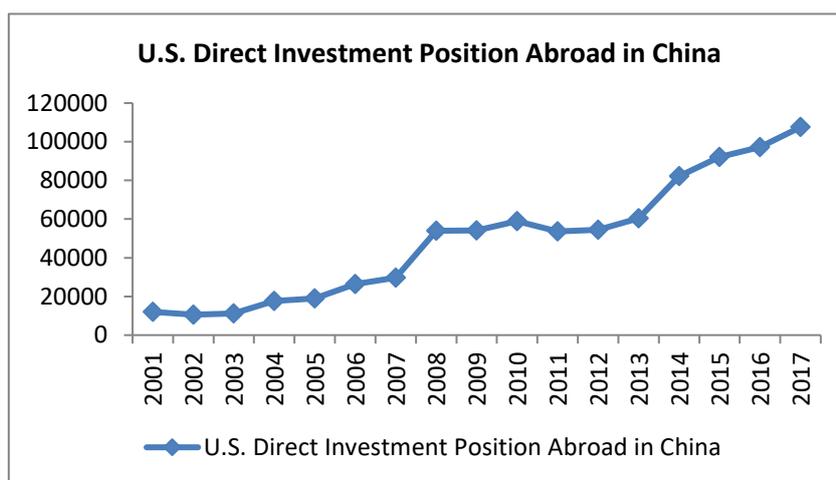
Le graphique ci-dessous nous montre l'évolution de volume des IDE des États-Unis en Chine de la deuxième période. Au cours des trois premières années des années 90, les entreprises américaines restaient encore prudentes lors qu'elles investissaient en Chine, le montant des investissements directs en Chine était maintenu autour de 400 millions. Cependant, depuis 1992, la Chine a largement favorisé son ouverture à l'extérieur et a amélioré l'environnement d'investissement pour les investisseurs étrangers, en conséquence, le montant des investissements américains en Chine a augmenté de façon presque linéaire, passant de 916 millions de dollars en 1993 à 9 401 millions de dollar en 1999, avec un taux de croissance annuel moyen de 185%.



En 2001, la Chine a été officiellement entrée dans l'OMC, dès lors, la politique de la Chine en matière du commerce extérieur est devenue plus ouverte et transparente et de plus en plus intégrée aux pratiques internationales. En février 2002, le gouvernement chinois a supprimé environ deux tiers des clauses restrictives et ajouté 96 clauses d'incitation dans la « catalogue d'orientation de l'industrie des investissements étrangers », ³³ parmi lesquelles les télécommunications, l'approvisionnement en eau et le drainage, les réseaux de canalisations urbains et les autres industries qui, à l'origine, limitaient

³³ Traduit de chinois, ce dossier est publié par la Commission nationale du développement et de la réforme et le Ministère du commerce de la Chine, il fournit un catalogue des activités que les investisseurs étrangers peuvent investir et des mesures de gestion de l'investissement étranger.

l'entrée étrangère, ont été progressivement libéralisées. Dans ce contexte, comme montré dans le graphique suivant, l'investissement direct étranger des États-Unis en Chine a eu une croissance constante de 2003 à 2007. Les investissements directs des États-Unis ont eu une croissance très forte en 2007-2008, cela peut s'expliquer par l'attraction du marché chinois dans le contexte de la crise de Subprimes en 2007. De là l'année 2013, le montant des IDE américains restait stable au tour de 55 milliards de US dollars. Depuis 2013, avec la reprise de l'économie mondiale, les investissements directs étrangers des États-Unis en Chine ont augmenté de manière régulière.



2.1.2 La structure de l'IDE des États-Unis en Chine

Dans cette partie, nous analyserons la structure de l'investissement direct étranger des États-Unis en Chine en utilisant les données depuis 2000, parce que la période avant le nouveau siècle est trop loin pour être considérée comme échantillon.

	Mining	Manufacturing	Wholesale trade	IT & Service	Other industries	Utilities
<i>U.S. Direct Investment Position Abroad on a Historical-Cost Basis</i>						
						<i>En millions US Dollar</i>
2017	2,725	54,158	13,992	20,114	16,568	n.a.
2016	2,631	47,847	12,048	20,345	14,415	n.a.
2015	3,020	43,245	11,614	22,268	12,004	n.a.
2014	3,221	38,315	12,260	16,969	11,480	n.a.
2013	3,176	33,165	5,634	11,648	6,830	n.a.
2012	2,968	29,389	4,613	11,697	5,849	n.a.
2011	2,587	27,501	4,508	14,508	4,555	n.a.
2010	3,257	25,422	3,879	9,734	(D)	n.a.
2009	3,148	23,972	2,645	3,264	(D)	n.a.
2008	3,022	24,004	2,643	6,095	(D)	n.a.
2007	1,772	18,461	2,015	5,065	2,397	n.a.
2006	1,958	14,759	3,318	5,492	932	n.a.
2005	2,039	9,346	2,147	4,720	763	n.a.
2004	1,966	9,008	1,705	4,515	422	n.a.
2003	1,263	5,499	1,538	2,142	819	n.a.
2002	1,179	5,554	1,144	943	(D)	540
2001	1,791	7,727	576	354	1,146	487
2000	1,404	7,076	378	431	1,267	583

Comme montré dans le tableau³⁴ ci-dessus, les IDE américains en Chine sont principalement concentrés dans le secteur manufacturier, le montant investi dans ce secteur a dépassé énormément celui des autres secteurs. Statistiquement, les investissements dans le secteur de la manufacture ont représenté la partie la plus importante des IDE américains en Chine, soit chaque année presque 40% du total IDE, dans quelques années, ce pourcentage a dépassé 50% même 60%. En revanche, les investissements dans le secteur de IT & Service n'ont occupé que moins d'un tiers de montant total dans toutes les années. En 2017, ils n'ont représenté que 18,70% des investissements directs étrangers des États-Unis en Chine, soit inférieur à la moitié de ceux investis dans le secteur manufacturier. Cependant, les entreprises américaines disposent d'avantages comparatifs dans les domaines de la finance, des assurances, du conseil, de l'audit, de la logistique, etc., et elles devraient investir massivement en Chine grâce à leurs avantages monopolistiques, mais en réalité, le potentiel du marché des services en Chine n'est pas complètement exploité par les entreprises américaines.

Comme nous pouvons voir du tableau suivant, les investissements américains dans l'industrie manufacturière en Chine sont principalement destinés aux trois industries, qui sont l'industrie chimique, l'industrie d'ordinateur et électronique et celle d'équipement de transport.

	Food	Chemicals	Primary and fabricated metals	Machinery	Computers and electronic products	Electrical equipment appliances and components	Transportation equipment	Other manufacturing
<i>U.S. Direct Investment Position Abroad on a Historical-Cost Basis</i>								
	<i>En millions US Dollar</i>							
2017	3,693	13,258	2,405	5,170	8,425	932	12,814	7,462
2016	3,653	12,412	2,298	4,576	6,783	803	10,364	6,958
2015	3,936	10,770	2,284	4,195	6,411	500	9,010	6,136
2014	4,102	8,480	2,346	3,330	5,707	501	7,518	6,329
2013	4,065	7,422	2,106	2,721	4,900	791	5,518	5,642
2012	4,501	6,054	2,086	2,795	3,824	495	4,331	5,303
2011	4,523	6,184	2,004	2,609	4,743	280	3,317	3,842
2010	4,339	5,416	1,780	1,626	5,144	290	3,057	3,770
2009	2,770	4,713	1,527	1,736	6,325	319	2,527	4,055
2008	2,653	5,556	662	1,474	7,567	508	2,004	3,579
2007	544	4,402	588	1,269	6,965	487	1,738	2,468
2006	401	3,308	471	796	5,325	433	1,665	2,361
2005	402	2,335	432	386	1,689	531	1,501	2,071
2004	388	1,811	286	564	1,719	510	1,879	1,850
2003	528	1,338	115	298	721	376	1,209	915
2002	425	1,132	151	335	1,275	521	802	n.a.
2001	329	1,062	139	203	3,993	625	650	n.a.
2000	286	1,122	157	218	3,500	458	652	n.a.

Pendant les années étudiées, la totale des investissements dans ces trois secteurs représente au moins 48% (en 2012) de tous les investissements dans la manufacture chinoise, au maximum 82% en 2000, et en 2017, elle occupe 64% de la totale investie dans l'industrie manufacturière. Concernant le secteur chimique, les investissements américains dans ce secteur ont augmenté d'année en année,

³⁴ IT & Service comprend les investissements dans le secteur d'information, institutions de dépôt, finances (sauf institutions de dépôt) et assurances, services scientifiques et techniques professionnels et sociétés holding (non bancaires)

passant de 1 122 millions de dollars en 2000 à 13 258 millions de dollars en 2017. Depuis 2010, ils ont même remplacé ceux du secteur de l'électronique pour devenir la première sortie de l'investissement américain dans le secteur manufacturier en Chine. Ces dernières années, le gouvernement chinois a accru son ouverture des industries de l'énergie propre et de la pétrochimie, il a également encouragé les investissements étrangers des industries de transport, notamment les bornes de recharge pour véhicules électriques, construction et exploitation de centrales hydroélectriques à régénération et fabrication de batteries de véhicules à énergie nouvelle et d'autres composants importants.

2.2 Les demandes des États-Unis en matière d'investissement en Chine

Comme nous avons mentionné dans la partie précédente, les entreprises américaines n'investissent pas suffisamment dans le secteur des services en Chine dont elles disposent d'avantages comparatifs. Ce phénomène est dû d'une part à la capacité faible d'absorption des investissements étrangers de la Chine, mais plus important est dû à des limitations contre les investissements directs étrangers. Du coup, dans cette partie, nous chercherons à savoir les demandes du gouvernement américain en analysant les limitations du marché d'investissement et les politiques inégales concernant les IDE de la Chine.

2.2.1 Les limitations d'ouverture du marché d'investissement étranger en Chine

L'ouverture du marché d'investissement direct étranger reste encore une contrainte pour les investisseurs étrangers, selon un sondage de la Chambre de commerce américaine en République populaire de Chine (AmCham China) en 2017³⁵, 31% des entreprises membres d'AmCham China ont estimé que l'environnement d'investissement se détériorait, alors que 24% seulement ont pensé qu'il s'améliorait. Encore, plus de la moitié des membres (55%) pensent que les entreprises étrangères sont traitées injustement par rapport aux entreprises locales et 81% se sentent moins bien accueillies qu'avant.

En comparant avec les règlements concernant l'accès au marché des investisseurs étrangers, nous pouvons voir que, en termes d'investissement direct étranger, il existe un déséquilibre évident entre la Chine et les États-Unis.

³⁵ « 2017 American Business in China White Paper »

D'abord, en Chine, certains secteurs ne sont pas du tout ouverts aux investissements directs étrangers. Par exemple, les investissements étrangers sont interdits d'accéder dans les biotechnologies agricoles, la production et la commercialisation de semences. Deuxièmement, le gouvernement chinois a des pratiques qui alourdissent les charges des entreprises étrangères, par exemple le gouvernement local oblige souvent les détaillants à capitaux entièrement étrangers à créer des entités juridiques distinctes en Chine, ce qui impose un fardeau fiscal et administratif accru à ces entreprises. Troisièmement, il existe des concurrences injustes dans certains domaines. Par exemple dans le domaine de média et divertissement, les films étrangers importés sont soumis à un régime de quota annuel alors que les États-Unis n'ont aucune limitation dans cet égard.

À part des trois types de limites mentionnées ci-dessus, la contrainte la plus importante est la restriction du ratio de participation dans les capitaux propres dans certains secteurs, surtout dans l'industrie des services tels que finance, assurance, technologie de communication...etc. Le tableau ci-dessous nous montre les limitations de proportion de participation dans certains secteurs.³⁶ Nous pouvons voir que dans plusieurs secteurs, le plafond de participation aux capitaux propres est limité à 50%, cela veut dire que ces entreprises étrangères ne sont pas en mesure d'exercer un contrôle majeur dans la gestion de leur entreprise.

Industrie	Limitation de participation
Automobile	Les sociétés étrangères doivent former une joint-venture avec un partenaire chinois, les fonds propres étrangers sont plafonnés à 50% et le nombre de joint-ventures par investisseur est limité.
Titres	Les courtiers en valeurs mobilières investis à l'étranger sont soumis à un plafond de 49%.
Construction, ingénierie et design	Les entreprises de construction entièrement étrangères sont interdites à participer aux projets financés par des fonds étrangers ou dont l'investissement étranger est égal ou supérieur à 50%, à l'exception des projets que les entreprises de construction chinoises ne peuvent entreprendre en raison de difficultés techniques.
Services de santé	Les investissements étrangers dans les institutions médicales sont soumis à un plafond de 70% en capitaux propres.
Technologie de l'information et des communications	La participation étrangère dans la fourniture de services de cloud est soumise à un plafond de 50% en capitaux propres et à des restrictions de licence.
Assurance	Les investissements étrangers dans l'assurance vie sont soumis à un plafond

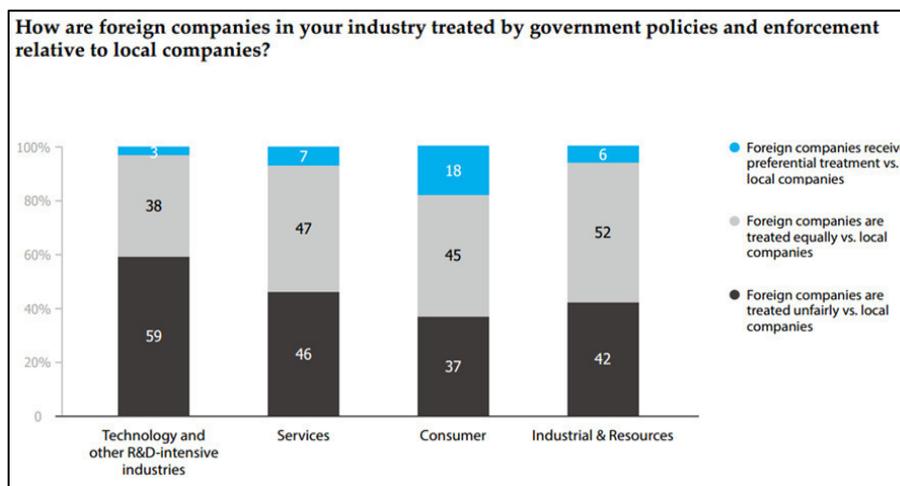
³⁶ « 2017 American Business in China White Paper »

de 50% en capitaux propres.

De là, nous pouvons en conclure que dans l'industrie des services, bien que les États-Unis ont un grand nombre d'entreprises de haute qualité, il est difficile pour elles d'entrer directement en Chine à cause des restrictions d'accès au marché.

2.2.2 L'inégalité des politiques commerciales

Avec le lancement d'une série de politiques favorables au développement des entreprises locales telles que « Made in China 2025 », les entreprises américaines en Chine ont tendance à penser que la formulation et la mise en œuvre des politiques chinoises seront davantage orientées vers les entreprises locales, créant ainsi un environnement concurrentiel déloyal.



D'après le résultat ci-dessus d'une enquête publié dans le «2018 American Business in China White Paper », environ une moitié (46%) des membres estiment que les entreprises étrangères ne sont pas traitées également en Chine, surtout pour l'industrie de technologies et services. Également, selon le même rapport, le protectionnisme commercial en Chine se situe au top 5 dans la liste des challenges pour effectuer des activités commerciales en Chine. Aujourd'hui, dans l'ensemble du secteur économique, les entreprises chinoises continuent de se faire concurrence pour gagner des parts de marché et attirer les meilleurs talents. Les entreprises membres craignent donc que des réglementations inégales et un traitement préférentiel aux sociétés nationales ne puissent entraîner des déséquilibres dans la concurrence et ne nuisent aux bénéfices des sociétés à participation étrangère en Chine.

Une autre manifestation de la contrainte en termes d'inégalité des politiques commerciales est l'interprétation réglementaire incohérente et les lois peu claires, cela est, selon le sondage mené en

2017 et 2018, le premier challenge pour les entreprises américaines de développer leurs activités en Chine. La plupart de répondants (85%) ont déclaré que l'amélioration de l'équité de la régularisation gouvernementale, la prévisibilité des politiques commerciales et la transparence des comportements gouvernementales aura l'impact le plus positif sur son volume d'investissement en Chine.

2.3 Le synthèse du chapitre

Depuis la réforme et l'ouverture à l'extérieur de la Chine, les investissements directs étrangers (IDE) des Etats-Unis en Chine a été multiplié par 300 en presque 30 ans depuis 1990. En comparant avec les États-Unis, le gouvernement chinois a établi beaucoup de restrictions pour les IDE en Chine, surtout le plafond de ratio de participation des investissements étrangers, qui doit souvent être limité à 50%, empêchant ainsi le contrôle majeur dans l'activité des investisseurs étrangers en Chine. A cause de ça, les entreprises américaines ont du mal à implanter sur le marché chinois malgré qu'elles possèdent des avantages comparatifs, surtout dans l'industrie des services. Encore, certaines réglementations ont alourdi les charges des entreprises américaines en Chine et selon un rapport de la Chambre de commerce américaine en République populaire de Chine (AmCham China), le protectionnisme reste toujours l'un des principales préoccupations des investisseurs directs américains en Chine. Du coup, pour modérer leurs déficits avec la Chine et poursuivre les intérêts sur le marché chinois, les États-Unis demandent une ouverture plus avancée de marché d'investissement et un environnement de concurrence plus juste en Chine.

Chapitre 3 La protection de la propriété intellectuelle

Depuis la mondialisation économique, les États-Unis ont bien bénéficié de ses technologies avancées industrielles et informatiques, du coup, la protection des propriétés intellectuelles attire beaucoup d'attentions des autorités américaines pour bien protéger leur bénéfice dans les échanges économiques. Dans ce chapitre, nous discuterons des problèmes concernant la protection des droits des propriétés intellectuelles dans le commerce entre la Chine et les États-Unis, cela sera fait par la présentation des investigations spéciales importantes dans la relation commerciale sino-américaine. Ce chapitre sera fini par l'analyse des points litigieux en termes de la protection des propriétés intellectuelles selon le rapport spécial 301 rédigé en 2017-2018.

3.1 La revue de litiges sino-américains sur la protection de la propriété intellectuelle

Dans les années 70s et 80s du dernier siècle, la Chine a lancé quelques lois en vue de protéger les propriétés intellectuelles et les droits aux marques. Cela était d'un côté pour s'adapter à la demande interne suite au développement technologique et économique, d'un autre côté pour répondre aux besoins externes afin de promouvoir le commerce international surtout celui avec les États-Unis. Dans les années 90s, pour mieux protéger les bénéfices nationaux, les États-Unis ont mis en évidence la protection de la propriété intellectuelle dans les domaines de la législation nationale et des négociations internationales bilatérales et multilatérales. Durant cette période, il a eu lieu trois différends importants sur la protection de la propriété intellectuelle entre la Chine et les États-Unis, ils ont tous enfin fini par la signature des conventions bilatérales. À partir du nouveau siècle, il s'est passé plus de frictions entre les deux pays concernant la violation des propriétés intellectuelles. Dans cette période, le gouvernement américain met de plus en plus en emploi de la section 337 au lieu de la section 301 qui a été fréquemment utilisé pendant les années 90.

Les investigations menées par les autorités américaines ont exercé de grandes influences sur l'économie chinoise, que ce soit le développement législatif de la protection des droits intellectuels ou les pertes dans le commerce bilatéral. Par conséquent, nous allons parler des investigations spéciales 301

et 337 dans l'histoire des échanges économiques sino-américains.

3.1.1 Les investigations spéciales 301

Les investigations spéciales 301 sont effectués pour la protection et l'accès au marché de la propriété intellectuelle américaine, les articles concernés sont mis à jour et publiés dans « The Omnibus Trade and Competitiveness Act of 1988 ». À la suite de ces investigations, le gouvernement américain publie chaque année un rapport spécial 301 avec un watch list. Les rapports identifient les obstacles au commerce que rencontrent les entreprises et les produits américains dans d'autres pays en raison des lois sur la propriété intellectuelle, telles que le droit d'auteur, les brevets et les marques. Le super 301 demandent à USTR³⁷ d'établir un rapport sur les partenaires commerciales des États-Unis et d'identifier les pays étrangers prioritaires pratiquant le commerce déloyal et les pratiques prioritaires ayant le plus grand impact sur la limitation des exportations américaines.

Comme nous ne discuterons que des problèmes sur la protection de la propriété intellectuelle, nous allons donner seulement une présentation des investigations spéciales 301 dans le cadre du commerce sino-américain pour avoir une idée plus claire sur les problèmes historiques à cet égard.

Depuis 1989, avec le développement rapide des relations économiques et commerciales sino-américaines, des différends relatifs à la protection de la propriété intellectuelle ont surgi dans les deux pays. En mai 1989, le bureau du représentant du commerce des États-Unis a publié son premier rapport annuel sur l'examen des «sections spéciales 301» et a pour la première fois inscrit la Chine dans la liste des « priority watch list countries »³⁸. Avant cette guerre commerciale sino-américaine, le gouvernement américain a lancé 3 fois d'investigations spéciales 301 à la Chine, qui ont été lieu en 1991, 1994 et 1996. Ces trois investigations ont mis en cause la législation chinoise sur la protection de la propriété intellectuelle.

En août 2017, le bureau du représentant du commerce des États-Unis (USTR) a annoncé le lancement officiel d'une investigation à la Chine pour justifier la violation par la Chine de ses droits de propriété intellectuelle. Cette investigation vise à déterminer si les politiques et les mesures du gouvernement chinois s'appliquant au transfert de technologie, à l'innovation et à la protection de la

³⁷ The United States Trade Representative

³⁸ "Priority Watch list countries" are judged by the USTR as having "serious intellectual property rights deficiencies" that require increased USTR attention.

propriété intellectuelle font l'objet d'une discrimination ou d'un préjudice injustifié aux intérêts commerciaux des États-Unis. Nous allons en parler plus en détail dans la partie suivante.

3.1.2 Les investigation 337

Différentes des investigations 301 dont l'objet est d'améliorer le système législatif de la propriété intellectuelle, les investigations 337, ou bien les sections 337 constituent d'une mesure directe de sanction à l'encontre de l'entreprises productrices étrangères dans le commerce d'importation et de transit aux États-Unis. Elles portent le plus souvent sur des revendications concernant des droits de propriété intellectuelle, y compris des allégations de violation de brevet et de marque de commerce par des produits importés. En vertu de la loi, les autorités ont le pouvoir d'empêcher les produits contrefaits d'entrer sur le marché américain. Cette exclusion est fondée sur l'existence de concurrence déloyale qui, dans le cas des brevets, des marques de commerce fédérales et des droits d'auteur, est présumée ou, dans le cas d'allégations fondées sur la loi commune, est prouvée qu'elle cause un préjudice grave à une branche de production nationale.³⁹



Comme nous pouvons voir sur le graphique ci-dessus, de 1986 à 1996, les États-Unis ont effectué un total de 156 investigations 337 à l'échelle mondiale, dont 4 en Chine continentale, représentant seulement 2,56%. Entre 1997 et 2002, les États-Unis ont ouvert 91 investigations 337 dans le monde, dont 16 contre la Chine continentale, soit 17,58% du total. Depuis l'année 2003, la quantité

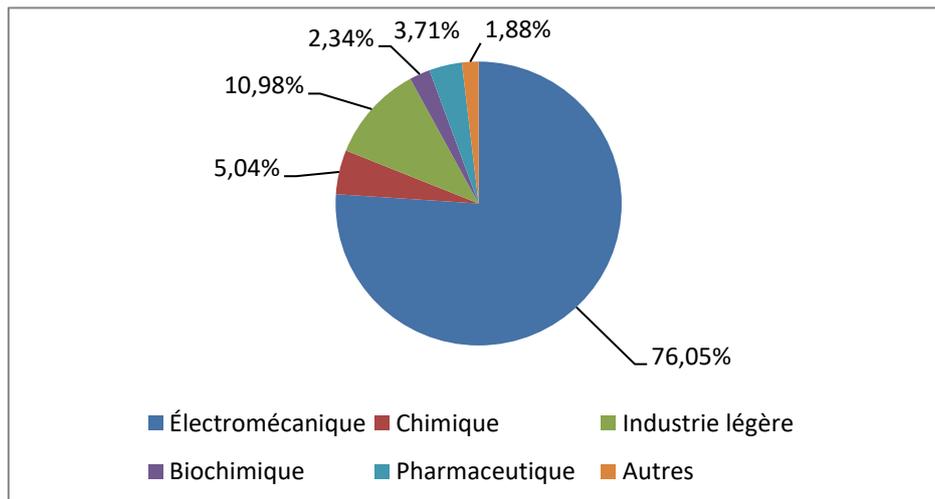
³⁹ https://apps.americanbar.org/abastore/products/books/abstracts/5370203%20intro_abs.pdf

d'investigations 337 contre la Chine continentale occupe une partie importante de celle de tous les pays. Nous voyons bien que le pourcentage se varie au tour d'à peu près de 35%. En 2003, 2014 et 2017, ce pourcentage a même dépassé 40%, soit respectivement 44,4%, 42,9% et 45,1%. À la veille de cette guerre commerciale, il a une tendance de croissance, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, la Chine est devenue le principal pays cible de l'investigation 337.

Selon les informations de la plateforme de *CHINA TRADE REMEDIES INFORMATION*⁴⁰, l'investigation 337 du gouvernement des États-Unis contre les entreprises chinoises portent principalement sur la violation de brevets, de droits d'auteur, de marques de commerce, de brevets de conception, d'emballage, ainsi que sur la publicité mensongère, la rupture de contrat, la concurrence déloyale et le détournement de secrets commerciaux. Comme montré dans le tableau dans [l'Annexe 3](#), la plupart des cas (79,61%) concernaient la violation des brevets, si nous considérons la violation de brevets, de marques de commerce, de droits d'auteur, de brevets de conception et d'emballage comme la violation de la propriété intellectuelle, 95% des investigations ont été menées en raison de l'infraction de droits de la propriété intellectuelle, alors que tout le reste n'ont représenté que 4,6%.

Avant 2000, en raison de la technologie de production non avancée, la Chine exportait principalement des produits bas de gamme à forte intensité de main-d'œuvre, pour limiter ses exportations, le gouvernement américain a souvent eu recours à des mesures antidumping et des droits compensatoires. Cependant, avec la transformation de l'économie chinoise et l'amélioration de la structure industrielle, les exportations de la Chine reposent au cours de ces dernières années principalement sur des produits électromécaniques et chimiques, mais la protection de la propriété intellectuelle dans ces domaines n'est toujours pas suffisamment renforcée par la Chine. Cela peut expliquer l'augmentation de la quantité et la proportion des investigations 337 contre la Chine depuis le nouveau siècle. Comme montré sur le graphique suivant, depuis 2000, sur les 213 investigations 337 ouvertes par les États-Unis contre la Chine, 162 concernaient des produits mécaniques et électriques, soit une proportion de 76,05%. De là, nous pouvons voir que les investigations 337 sont devenues une barrière essentielle des États-Unis contre la Chine dans le commerce de propriété intellectuelle.

⁴⁰ <http://cacs.mofcom.gov.cn/>



3.2 Les différends sino-américains sur la protection de la propriété intellectuelle 2017-2018

En août 2017, l'USTR a annoncé le lancement officiel de l'investigation conformément à la section 301 du « *The Trade Act of 1974* » contre la Chine en termes de transfert de technologie, de la propriété intellectuelle et de l'innovation. Pour mieux comprendre les frictions concernant la propriété intellectuelle entre la Chine et les États-Unis, cette partie analysera la situation actuelle de la protection des droits de la propriété intellectuelle de la Chine, cela sera fait en se basant sur le rapport 301 publié le 22 mars 2018 par l'USTR.

Cette investigation a porté principalement sur 4 aspects suivants⁴¹ :

- 1) Régime inégal de transfert de technologie pour les entreprises américaines en Chine
- 2) Restrictions discriminatoires pour les licences
- 3) Investissement hors frontière (de la Chine)
- 4) Intrusions non autorisées dans des réseaux informatiques commerciaux aux États-Unis et cyber-vol de la propriété intellectuelle et d'informations commerciales sensibles

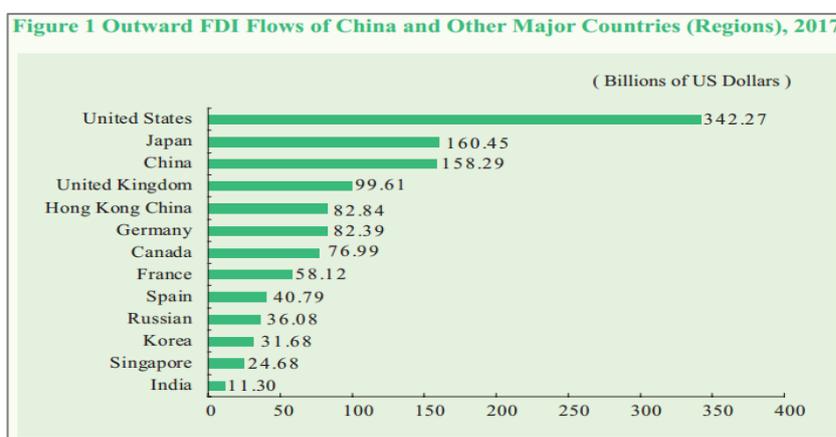
Parmi ceux-ci, le 4^{ème} ne concerne que des cas particuliers, principalement basée sur les poursuites

⁴¹ Traduit de l'anglais: 1. China's Unfair Technology Transfer Regime for U.S. Companies in China; 2. China's discriminatory Licensing Restrictions; 3. (China's) Outbound Investment; 4. Unauthorized Intrusions into U.S. Commercial Computer Networks and Cyber-Enabled Theft of Intellectual Property and Sensitive Commercial Information.

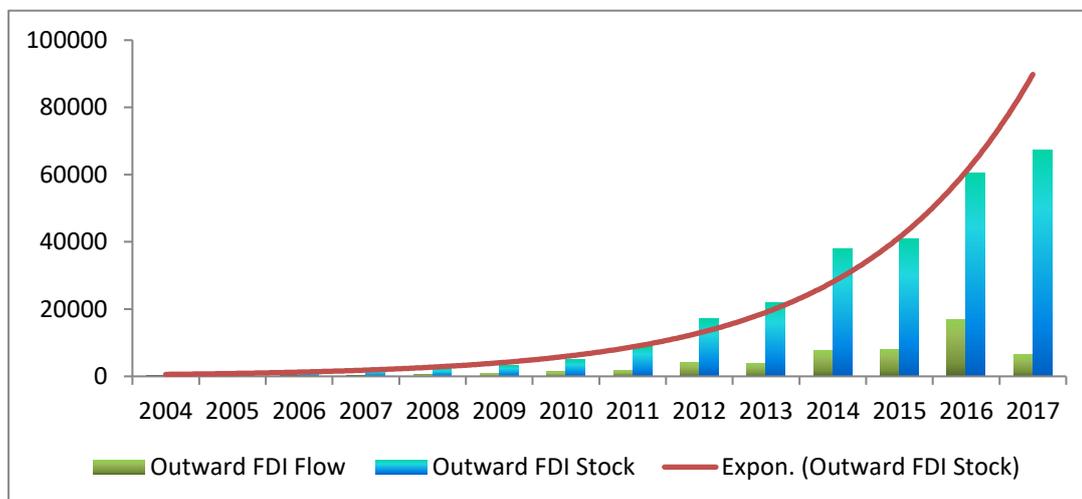
des entreprises américaines. Egalement, le gouvernement américain a mis en lien l'intrusion du réseau avec des problèmes institutionnels de la Chine, cela ne paraît pas assez logique et raisonnable. Encore, à part de tout ça, les États-Unis n'étaient pas capables de fournir d'autres preuves plus convaincues. Du coup, nous n'en parlerons pas dans cet article, mais par contre, nous analyserons les autres parties afin de comprendre les résultats de cette investigation.

Le premier concerne principalement sur le transfert de technologie américain en Chine, il s'agit essentiellement un problème de réduire les barrières aux investissements, en particulier la restriction du plafond de participation des investissements étrangers dans de nombreux secteurs en Chine, qui oblige ainsi les investisseurs américains à créer des coentreprises en Chine. D'après le rapport, bien que la Chine a promis, lors de l'entrée à l'OMC, de ne plus utiliser le transfert de technologie comme une condition préalable pour l'accès de l'investissement étranger, les États-Unis craignent encore que cette limite de ratio de participation et ce modèle commercial de coentreprise ne forcent les entreprises américaines à transférer leur technologie. Essentiellement, cette allégation reflète toujours le mécontentement des États-Unis à l'égard des restrictions et autres mesures en matière de participation de la Chine à l'investissement étranger, ce qui est cohérent avec notre analyse des problèmes d'investissement étrangers en Chine dans le chapitre 2, à l'exception que cette fois les États-Unis soulèvent ce problème des obstacles à l'investissement en se basant sur la pression potentiel des autorités chinoises pour le transfert de technologie.

Le troisième concerne principalement l'investissement de la Chine dans des secteurs technologiques aux États-Unis. En effet, au cours des dernières années, les investissements de la Chine aux États-Unis ont fortement augmenté et sont principalement reposés sur des fusions et acquisitions de technologies, ce qui a suscité des inquiétudes au gouvernement américain.

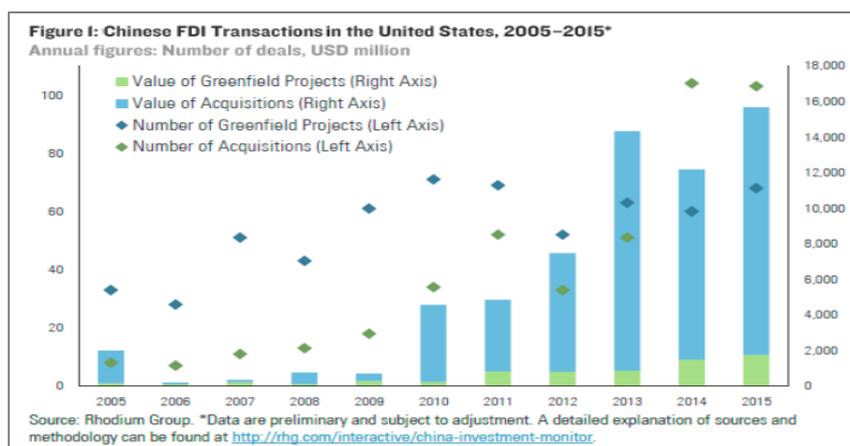


Selon « 2017 Statistical Bulletin of China’s Outward Foreign Direct Investment », les États-Unis sont le premier pays d’accueil des investissements directs étrangers sortant de la Chine (voir le graphique ci-dessus) avec un montant d’investissement de 342,27 milliards US dollars en 2017.



Le graphique ci-dessus nous montre l’évolution des flux d’investissement sortant de la Chine vers les États-Unis depuis 2004. Globalement, les investissements directs étrangers de la Chine aux États-Unis ont rapidement augmenté depuis ces dernières années. Egalement, le stock d'investissement augmente de manière exponentielle.

Selon la figure en dessous illustrant l’évolution de transactions⁴² des investissements directs de la Chine, les fusions & acquisitions représentaient depuis 2005 la partie la plus importante en termes de valeur d’investissement malgré que les projets d’acquisitions n’étaient pas très nombreux.



Quant à des principaux secteurs industriels d’accueil de l’IDE chinois aux États-Unis (voir [l’Annexe](#)

⁴² Par manque de données 2016-2017, nous utilisons ceux de 2005-2015 pour illustrer la tendance de l’évolution de transactions d’investissement.

4), l'industrie manufacturière reste toujours au top de la liste, que ce soit du point de vue de flux d'investissement ou de stock d'investissement. En 2017, la Chine y a investi 3 604 millions US dollars, soit 56,1% de l'investissement total. Et le stock d'investissement dans ces domaines représente une proportion de 25,6% du total stock résidu.

Face à l'acquisition par la Chine des entreprises manufacturières de haute technologie aux États-Unis, les autorités américaines craignent que la Chine n'acquière des technologies de pointe grâce à des acquisitions à grande échelle et que les entreprises chinoises ne fassent appel aux forces gouvernementales pour promouvoir de telles acquisitions, notamment dans le cadre du plan « Made in China 2015 » visant à développer l'industrie manufacturière avancée de la Chine et nuisant probablement les bénéfices des États-Unis.

La deuxième partie du rapport d'investigation 301 concerne de véritables allégations contre le système chinois de protection de la propriété intellectuelle et de transfert de technologie, c'est aussi le seul contenu selon lequel les États-Unis ont engagé des poursuites contre la Chine pour au mécanisme de règlement des différends de l'OMC après la publication du rapport. L'allégation principale est que la Chine est soupçonnée de violer les articles 3 et 28 de l'Accord sur les ADPIC⁴³, notamment :

(1) Conditions d'indemnisation de la responsabilité délictuelle

TIER⁴⁴ ordonne que tous les risques d'indemnisation soient à la charge du cédant de technologie étranger. Les parties ne peuvent pas négocier l'attribution de ce risque, même si le cessionnaire souhaite le supporter pour diverses raisons. Plus précisément, le donneur de licence (généralement une entité étrangère pour un contrat d'importation de technologie) est responsable de toute plainte pour violation des droits légaux d'un tiers faite à son titulaire suite à l'utilisation de la technologie concédée ou transférée.⁴⁵ Cette exigence est particulièrement défavorable pour les petites entreprises américaines souhaitant obtenir une licence de technologie, car elles ne disposeraient généralement pas de l'expertise ou des ressources nécessaires pour évaluer et couvrir le risque de litige avec une tierce partie.

⁴³ L'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

⁴⁴ Regulations of the People's Republic of China on the Administration of the Import and Export of Technologies

⁴⁵ TIER, art. 24.

(2) Droits dans les améliorations de technologies

TIER exige que toutes les améliorations appartiennent à la partie qui les améliore. TIER prévoit en outre que le donneur de licence ne peut empêcher le preneur de licence d'apporter des améliorations à la technologie.⁴⁶ Les parties ne peuvent pas négocier la propriété partagée ou que le donneur de licence sera propriétaire des améliorations apportées par le preneur de licence.⁴⁷ Ces dispositions sont particulièrement dommageables pour un donneur de licence américain si le preneur de licence chinois permet une amélioration séparée de l'invention d'origine puis fait breveter cette amélioration en Chine ou ailleurs. Cela permet au licencié chinois de bénéficier de cette amélioration sans la technologie originale concédée sous licence par l'entité américaine et d'empêcher l'entité américaine de bénéficier de cette amélioration. Ces dispositions empêchent aussi l'entité américaine de restreindre son preneur de licence chinois à apporter des améliorations à la technologie américaine ou à utiliser ces améliorations sur le marché, qui est notamment au détriment du donneur de licence américain.

(3) Droits d'utilisation après l'expiration de l'accord de transfert de technologie

Les règlements de Joint-Venture (JV) limitent généralement les contrats de technologie à une durée de dix ans et prévoit que l'entreprise commune chinoise doit avoir le droit d'utiliser la technologie à perpétuité après l'expiration du contrat de technologie.⁴⁸

Le règlement JV impose en outre des exigences sur les caractéristiques des technologies transférées au JV. Les technologies doivent pouvoir (i) améliorer de manière significative les performances ou la qualité des produits existants et augmenter la productivité ou (ii) économiser de manière significative des matières premières, du carburant ou de l'énergie ; et (iii) être applicables et avancées, de telle sorte que les produits de la coentreprise génèrent des avantages sociaux et économiques importants sur le marché intérieur ou soient compétitifs sur le marché international.⁴⁹ Ces exigences permettent aux autorités chinoises de faire pression sur les entreprises étrangères pour qu'elles transfèrent les versions les plus récentes et les plus avancées de leurs technologies, limitant ainsi leur liberté de déployer la technologie à leur guise et malgré les atteintes à la propriété

⁴⁶ TIER, art. 29(3)

⁴⁷ TIER, art. 27

⁴⁸ JV Regulations, art. 43.

⁴⁹ JV Regulations, arts. 25, 41.

intellectuelle que l'entreprise pourrait avoir.

En effet, étant donné que la Chine est un pays en voie de développement, sa législation en matière de protection de la propriété intellectuelle est encore loin d'être satisfaisant en comparant avec les pays développés, cependant, depuis l'entrée à l'OMC, la Chine a fait son mieux pour faire avancer la protection des droits de propriété intellectuelle en Chine. A l'avenir, les autorités chinoises accéléreront le développement de la protection des droits de la protection de propriété intellectuelle.

3.3 Le synthèse du chapitre

L'analyse faite dans ce chapitre montre que les reproches des États-Unis sur des questions de la propriété intellectuelle en Chine sont essentiellement une manifestation de mécontentement à l'égard des questions d'investissement bilatéral, en particulier pour les investissements bilatéraux dans les domaines de la technologie. Les États-Unis craignent que le système inégal concernant les investissements étrangers ne provoque une relation déséquilibrée en matière d'investissement bilatéral et ne nuise aux avantages technologiques des entreprises américaines. L'investigation sur la situation de la protection de la propriété intellectuelle dans le rapport 301 n'est qu'un moyen de mettre en évidence les problèmes d'investissement bilatéraux et de déclencher ainsi une guerre commerciale sino-américaine. Cependant, la publication du rapport montre également que l'un des objectifs les plus importants des États-Unis est de freiner le développement de la haute technologie et de l'industrie manufacturière chinoise dans le cadre du « Made in China 2025 ».

Chapitre 4 La solution possible de la guerre commerciale sino-américaine

4.1 Les concessions possibles du côté de la Chine

Cette guerre commerciale est principalement initiée par le mécontentement des États-Unis à l'égard des questions commerciales, d'investissement et de protection de la propriété intellectuelle dans les échanges économiques et commerciaux avec la Chine, par conséquent, dans les trois premiers chapitres de cet article, nous avons principalement mené une analyse des principales revendications des États-Unis dans cette guerre commerciale de leur point de vue, qui reflète principalement l'attitude unilatérale des États-Unis dans la guerre commerciale sino-américaine et ne discute pas de la position de la Chine sur ces questions. En résumé, dans cette guerre commerciale, les principales demandes des États-Unis à la Chine sont les suivantes :

1. Réduire l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis afin d'équilibrer les relations commerciales sino-américaines ;
2. Réduire des obstacles tarifaires et non tarifaires à des niveaux comparables à ceux des États-Unis ;
3. Éliminer les subventions et les politiques de soutien à certaines industries dans « Made in China 2025 » ;
4. Promouvoir la marchésation du taux de change du RMB ;
5. Réduire la limitation des participations dans les IDE en Chine ;
6. Améliorer la protection des droits de la propriété intellectuelle des entreprises américaines en Chine.

Cependant, il fallait noter que les demandes mentionnées ci-dessus sont posées purement pour les intérêts propres des États-Unis. Cependant, compte tenu de ses propres intérêts, il est impossible pour la Chine d'accepter tous ces exigences. Toutefois, dans le cadre des négociations commerciales bilatérales sino-américaines, il est possible que la Chine accepte certaines conditions, ce qui constitue également une base réaliste pour la résolution du différend commercial sino-américain par le biais des

accords commerciaux.

Afin d'analyser la possibilité de conclure un accord pour régler cette guerre commerciale sino-américaine, il est aussi nécessaire de comprendre l'attitude de la Chine. Par conséquent, contrairement aux chapitres précédents, qui analysent la guerre commerciale du point de vue des États-Unis, cette partie parlera de la position de la partie chinoise et de ses compromises potentielles en analysant une par une les exigences présentées ci-dessus.

1. Réduire l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis

Concernant cette exigence, la Chine en acceptera probablement une partie. En effet, pour réduire l'excédent commercial entre la Chine et les États-Unis, le seul moyen est de réduire les exportations chinoises vers les États-Unis et/ou d'accroître les importations chinoises des États-Unis. En 2017, les exportations chinoises vers les États-Unis se sont chiffrées à 429,7 milliards de dollars et les importations à 153,9 milliards de dollars, avec un excédent de 275,8 milliards de dollars. En termes de structure des échanges, les exportations chinoises vers les États-Unis sont principalement constituées de produits à forte intensité de main-d'œuvre tels que les machines et les matériels de transport, ainsi que de produits divers. Et le coût actuel de la main-d'œuvre domestique restreint le gouvernement américain à transférer cette partie de la productivité retour aux États-Unis. Par conséquent, les États-Unis préfèrent évidemment que la Chine réduise son excédent commercial en augmentant les importations en provenance des États-Unis, protégeant ainsi leurs industries domestiques.

Pour la Chine, elle dispose également d'un certain espace pour augmenter ses importations aux États-Unis : d'une part, en raison de sa modernisation industrielle et de consommation, ainsi que de l'excellente qualité et la compétitivité des produits américains, la demande chinoise pour les produits américains continuera à accroître, en particulier pour les avions, les automobiles, les appareils électroniques et les produits agricoles. D'autre part, la Chine peut transférer une petite quantité d'importations d'autres partenaires commerciaux aux États-Unis. Toutefois, l'augmentation des importations de la Chine aux États-Unis sont très limitées. En fait, en 2017, les États-Unis sont la troisième plus grande source d'importations de la Chine après le Japon et la Corée du Sud, et la valeur des importations chinoises en provenance de ces pays importateurs sont presque les mêmes, maintenant au niveau de 100 milliards de U.S. dollars. Si la Chine veut baisser l'excédent commercial sino-américain en augmentant les importations des États-Unis, il convient d'ajouter au moins 200

milliards de dollars d'importations des États-Unis, soit de 1,5-2 fois de valeur d'importations actuelles. À court terme, cette augmentation des importations est toutefois presque impossible à réaliser. Par conséquent, la Chine pourra faire des compromis permettant aux États-Unis de réduire le déficit commercial sino-américain et d'équilibrer leurs relations commerciales, mais elle ne peut que réduire partiellement l'excédent commercial plutôt que de parvenir à un commerce parfaitement équilibré.

2. Réduire des obstacles tarifaires et non tarifaires

La Chine pourra probablement satisfaire une partie de cette demande. Après son entrée à l'OMC en 2001, la Chine a promis de baisser le taux moyen NPF à 9,8% jusqu'à 2007. Depuis lors, elle a maintenu un taux NPF de 9,8% pendant plus d'une décennie. Au cours de cette dizaine d'années, l'économie chinoise a connu un développement rapide : le système industriel moderne s'est progressivement amélioré, la compétitivité globale des entreprises chinoises a été renforcée et la dépendance vis-à-vis des barrières douanières a été diminuée, ce qui permet à la Chine d'accepter un certain degré de réduction des tarifs qui s'adapte à l'état de développement économique intérieur. Par ailleurs, la Chine est confrontée au défi de la modernisation et de l'ouverture industrielle : une réduction appropriée des droits de douane dans certaines industries est propice à la promotion de l'importation de technologies et d'équipements de pointe, favorisant ainsi la modernisation de la fabrication nationale. Dans le même temps, une réduction appropriée des droits de douane dans certaines industries peut également accroître la concurrence sur le marché, éliminant ainsi un certain nombre d'entreprises arriérées et permettant d'atteindre l'objectif de réduction de la capacité. Par exemple, les industries de fonderies de métaux et électromécaniques de la Chine ont longtemps fait l'objet de politiques de protection, mais à l'heure actuelle, ces industries sont face à des problèmes de surcapacité. Elles sont toujours dominées par des produits à forte intensité de main-d'œuvre, qui a entraîné des problèmes tels que faible efficacité, faible profit et pollution élevée en Chine. Par conséquent, une réduction appropriée de la protection de ces industries en surcapacité favorise l'amélioration de la structure industrielle de la Chine.

Cependant, à court terme, il est irréaliste de ramener le taux de droit de la Chine à un niveau comparable à celui des États-Unis. Bien que l'économie chinoise se soit développée rapidement ces dernières années, la Chine est toujours un pays en voie de développement et un grand nombre de ses nouvelles industries doivent être protégées. Tandis que les États-Unis, en tant que pays développé,

sont l'un des pays où le taux de droit de douane est le plus faible dans le monde, si le tarif douanier chinois est abaissé au même niveau des tarifs américains, il aura sans aucun doute un impact considérable sur les entreprises industrielles domestiques chinoises, en particulier pour les petites et moyennes entreprises et les nouvelles entreprises de haute technologie.

Du coup, la Chine est susceptible de réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires à la demande des États-Unis, mais compte tenu des énormes différences de niveaux économique et technologique entre les deux pays, il est presque impossible pour la Chine d'accepter des droits de douane comparables à ceux des États-Unis.

3. Éliminer les subventions et les politiques de soutien à certaines industries dans « Made in China 2025 »

Pour cette exigence, la Chine n'en acceptera probablement qu'une petite partie. « Made in China 2025 » est un système politique important visant à promouvoir la transformation et la modernisation de l'industrie manufacturière nationale de la Chine, il concerne aussi la stratégie importante du développement industriel de la Chine au cours des prochaines années. À l'heure actuelle, la croissance économique intérieure ralentit en Chine : bien que la valeur de production manufacturière intérieure soit importante, les entreprises utilisent principalement des méthodes de productions intensives à forte intensité de main-d'œuvre, des technologies à faible valeur ajoutée et à faible compétitivité. Une politique comme « Made in China 2025 » est indispensable pour favoriser la modernisation des industries chinoises. La transformation et la modernisation de l'industrie manufacturière constituent toujours un important point de croissance de l'économie chinoise actuelle et future, du coup l'abandon du plan « Made in China 2025 » pourrait entraîner un ralentissement supplémentaire, voire une dépression à l'économie chinoise.

Cependant, il est acceptable pour la Chine de faire des concessions appropriées en termes de subventions aux politiques dans les industries concernées. Le gouvernement chinois a également compris que les subventions peuvent aider les entreprises à surmonter les difficultés dans la création de nouvelles entreprises ou transformation d'anciennes entreprises, mais cela conduirait à une dépendance excessive des entreprises à l'aide de l'État, perdant ainsi la motivation de renforcer la compétitivité des entreprises.

Par exemple, dans le cadre de la politique de subvention des véhicules à énergies nouvelles en

Chine, de nombreuses entreprises ont eu recours à des moyens frauduleux pour obtenir le financement. Du coup, la suppression des subventions dans certaines industries est une concession acceptable pour la Chine. Cependant, pour certaines industries clés, telles que le secteur des communications avancées, il serait impossible pour la Chine de faire des compromis, cela a également devenu l'un des problèmes majeurs dans les négociations entre les deux parties.

4. Promouvoir la marchandisation du taux de change du RMB

Cette exigence est acceptable. La marchandisation du taux de change du RMB est cohérent à la tendance générale et en même temps à l'objectif de la poursuite de l'internationalisation du RMB par la Chine. Après le lancement de la réforme de régime de taux de change e 2005, la parité centrale du RMB n'est plus guidée par la banque centrale de la Chine, mais plutôt décidée par le marché des changes interbancaires. Bien que la banque centrale chinoise soit en mesure d'intervenir dans la détermination du taux de change du RMB par le biais de « facteurs anticycliques », la marchandisation du RMB est aussi l'un des tendances souhaitées par la Chine. D'un autre côté, avec l'augmentation de l'investissement étranger chinois, la situation du double excédent de la balance des paiements internationaux de la Chine s'est améliorée, du coup pour cette demande, la Chine est susceptible de promettre de ne pas faire exprès de dévaluer le renminbi.

5. Baisser la limite des participations dans les investissements directs étrangers en Chine

Celui-ci est fondamentalement acceptable pour la Chine. D'une part, l'ouverture de marché à l'extérieur est depuis longtemps une des politiques importantes de la Chine. D'autre part, en tant que pays en voie de développement, la Chine profitera également de l'introduction d'investissements directs étrangers au marché domestique. Ces dernières années, la Chine a également réduit les restrictions d'accès aux investissements étrangers. Les mesures restrictives dans l'édition 2015 du catalogue d'orientation sur l'investissement étranger a réduit de 180 à 93 dans l'édition 2011, et l'édition 2017 a encore réduit les mesures restrictives à 63. En 2018, les mesures restrictives ont été réduites à 48. De là, nous pouvons voir que la politique chinoise tend à réduire les restrictions à l'accès aux investissements étrangers, c'est aussi la raison pour laquelle la Chine acceptera probablement cette demande des États-Unis.

6. Améliorer la protection des droits de la propriété intellectuelle

Celui-ci est aussi acceptable pour la Chine, parce que cela est conformément à sa stratégie du

développement des industries de haute technologie. Le renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle est non seulement propice à la création d'un bon environnement de recherche et mais aussi à la promotion de l'innovation technologique au niveau national. Ces dernières années, la Chine a également fait des progrès dans la protection des droits de propriété intellectuelle : elle a achevé la révision des lois sur la protection de la propriété intellectuelle, telles que la loi sur les marques, la loi sur les brevets et la loi sur la concurrence déloyale, et s'est engagée à combler les lacunes dans les règlements de la protection de la propriété intellectuelle. Par conséquent, il est probable que la Chine acceptera cette exigence et promettra d'améliorer la protection de la propriété intellectuelle en Chine et de protéger les propriétés intellectuelles des entités étrangères.

En un mot, de manière générale, bien que le gouvernement chinois ne puisse pas accepter toutes les exigences des États-Unis, il peut faire des compromis pour régler de manière optimale cette guerre commerciale sino-américaine. Cela rend en même temps faisable de résoudre les différends commerciaux par le biais de négociations bilatérales. En fait, au cours de l'année dernière, la Chine a démontré sa sincérité de faire des compromis dans différents domaines. Par exemple, en ce qui concerne les droits de douane, la Chine a annoncé une réduction du taux de droit NPF pour certains produits le 30 septembre 2018. Les produits de réduction de taxe comprenaient 1585 éléments fiscaux, représentant environ 19% du nombre total d'éléments fiscaux chinois; après réduction, le niveau général des droits de douane chinois est chuté de 9,8% qui se sont stabilisé pendant de nombreuses années à environ 7,5%.⁵⁰ Du côté des investissements, la Chine a publié une nouvelle version des «Mesures spéciales de gestion pour l'accès aux investissements étrangers (liste négative)» le 28 juin 2018. Cette mesure a considérablement libéralisé de nombreuses restrictions à l'investissement étranger qui ont suscité le mécontentement des entreprises américaines, y compris l'annulation des restrictions sur la proportion de participation dans le secteur bancaire, l'élimination des restrictions sur la part des investissements étrangers dans l'industrie de véhicules à énergies nouvelles et de véhicules spécifiés, la prise de mesures pour éliminer les investissements étrangers dans la production des produits agricoles autres que le blé et le maïs, et le ratio d'actionnariat des investissements étrangers dans les sociétés de valeurs mobilières, de gestion de fonds, de contrats à terme et les

⁵⁰ http://gss.mof.gov.cn/zhengwuxinxi/zhengcefabu/201809/t20180930_3033432.html

sociétés d'assurance est augmenté à 51%.⁵¹ En 2018, Tesla, le géant des véhicules à nouvelle énergie aux États-Unis, est devenu la première entreprise automobile étrangère implantée en Chine avec une détention de capital à 100%. Dans le domaine de la protection de la propriété intellectuelle, la Chine a modifié, le 2 mars 2019, son règlement relatif aux importations et exportations de technologies, en supprimant complètement le paragraphe 3 de l'article 24, l'article 27 et l'article 29 qui sont contestés par les États-Unis dans leur rapport sur l'investigation spéciale 301,⁵² réparant ainsi efficacement la vulnérabilité existante des règles dans l'importation de technologies.

4.2 Les solutions amiables pour la guerre commerciale sino-américaine

Selon l'analyse présentée dans la partie précédente, la Chine ne peut pas accepter toutes les demandes des États-Unis dans cette guerre commerciale sino-américaine, mais la plupart d'entre elles peuvent être discutées et négociées, la Chine pourrait aussi faire des compromis. Par conséquent, il a une grande possibilité que les deux parties résoudront ce différend par le biais de négociations bilatérales pour conclure un accord commercial entre les deux pays, et le contenu final de l'accord bilatéral dépendra de l'avancement des négociations entre Pékin et Washington.

Afin d'explorer les solutions possibles aux négociations commerciales sino-américaines en cours et le contenu éventuel de l'accord final, nous analyserons deux accords commerciaux importants signés par le président américain Donald Trump par le biais de guerres et de négociations commerciales : le nouvel accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud (KORUS FTA)⁵³ et l'accord Canada–États-Unis–Mexique (USMCA)⁵⁴.

Le nouvel accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud, signé le 24 septembre 2018, est le premier accord commercial signé par le président Trump depuis son entrée en fonction. Les principaux éléments sont les suivants : maintenir les tarifs de l'aluminium exportés par la Corée du Sud vers les États-Unis et limiter le quota sud-coréen d'exportation d'acier vers les États-Unis (2,7 millions de tonnes par an, soit 70% des exportations de l'année précédente). Les voitures importées

⁵¹ <http://www.mofcom.gov.cn/article/b/f/201806/20180602760432.shtml>

⁵² http://www.gov.cn/zhengce/content/2019-03/18/content_5374723.htm

⁵³ U.S. - Korea Free Trade Agreement

⁵⁴ United States–Mexico–Canada Agreement

des États-Unis appliquent les normes d'émission américaines en Corée du Sud. Les États-Unis imposent pour une période de 20 ans de plus les droits de douane de 25% sur les camionnettes coréennes. En outre, l'accord interdit les deux parties d'avoir une dévaluation concurrentielle de la devise et de manipuler le taux des changes.

L'USMCA a été signé le 1er octobre 2018 pour remplacer l'ancien accord de libre-échange nord-américain (NAFTA), il est aussi l'accord commercial le plus important jamais signé depuis la prise de fonction de président Trump. Par rapport à l'NAFTA, les principaux changements apportés à l'USMCA incluent :

1. Augmentation des conditions des droits de douane pour l'exportation des voitures vers les États-Unis, exigeant un ratio de 75% d'auto-fabrication en Amérique du Nord (62,5% antérieur) et une production de 40% par des ouvriers avec un salaire horaire d'au moins de 16 US dollars.

2. Les États-Unis exonèrent les tarifs douaniers automobiles des deux pays (Canada et Mexique), mais limitent les quotas d'exportation annuels à 2,6 millions de voitures.

3. Pour les produits laitiers, le Canada accepte d'ouvrir 3,5% du marché intérieur aux États-Unis.

4. En termes de taux de change, les trois pays sont tenus de maintenir le taux de change déterminé par le marché et éviter une dévaluation compétitive.

En tenant compte du nouveau KORUS FTA et USMCA, nous pouvons constater que, dans les négociations commerciales, l'administration du président Trump met toujours l'accent sur l'établissement des clauses commerciales précises dans les industries spécifiques (principalement l'agriculture et le secteur manufacturier). Également, il préfère un accord qui prend immédiatement en effet, et s'intéresse plutôt aux intérêts pratiques à court terme au lieu de développer un nouveau cadre commercial réciproque à long terme. D'une part, les États-Unis ont mis en place une protection dans les industries causant le déficit commercial en ajoutant des clauses de protection commerciale. D'autre part, ils recherchent activement un accès à de nouveaux marchés d'outre-mer pour les industries américaines ayant des avantages comparatifs, par exemple l'automobile et les produits agricoles. Le président Trump espère, au travers de l'effet synergique de ces deux initiatives, réaliser ses promesses lors de son élection de réduire le déficit commercial américain. Par contre, dans l'accord commercial, les États-Unis offrent rarement des avantages substantiels : les conditions de concession qu'ils proposent consistent souvent à arrêter ou à réduire l'augmentation des droits de douane, mais

cela est généralement récompensé de manière plus modérée par la modification des quotas d'importations. En outre, l'administration Trump accorde une attention particulière aux problèmes de taux de change afin d'empêcher les autres pays d'obtenir un avantage commercial grâce à la dépréciation des devises.

Selon le style de négociation de l'administration Trump dans les accords commerciaux bilatéraux, et combinée à la particularité de l'économie chinoise, aux différences majeures entre la Chine et les États-Unis dans cette guerre commerciale ainsi qu'aux concessions éventuelles de la Chine, nous pouvons prédire que si la guerre commerciale sino-américaine se termine par la conclusion d'un nouvel accord commercial sino-américain, les principaux contenus de l'accord pourraient être les suivants :

1. Pour certaines catégories de produits spécifiques, les États-Unis imposent des quotas d'exportation ou d'autres formes de restrictions à l'accès aux marchés pour les exportations chinoises, en échange, les États-Unis réduiront ou supprimeront les droits de douane supplémentaires imposés lors de cette guerre commerciale. Certains produits peuvent maintenir des tarifs supplémentaires. Cette clause est plus susceptible d'affecter des produits qui figuraient auparavant sur la liste d'augmentation des droits de douane des États-Unis contre la Chine.

2. En ce qui concerne certaines catégories de produits, la Chine a réduit les obstacles tarifaires et non tarifaires afin de promouvoir les importations chinoises en provenance des États-Unis. Cette clause concerne probablement les produits américains de compétitivité supérieure tels que les produits agricoles, les automobiles et les avions.

3. La Chine réduit encore les barrières de l'entrée aux investissements directs étrangers, en particulier la limitation de la participation étrangère dans les secteurs de la fabrication et des services.

4. La Chine renforce la protection des droits de propriété intellectuelle et modifie les dispositions juridiques et politiques relatives aux différends sur la protection de la propriété intellectuelle et le transfert de technologie.

5. La Chine s'engage à ne pas adopter de mesures pour dévaluer de manière concurrentielle le renminbi.

6. En réponse au problème « Made in China 2025 », la Chine ne promettra pas d'abandonner le plan, mais pourrait dans une certaine mesure réduire les subventions et les de soutiens politiques dans les industries concernées, et promouvoir la marchandisation des entreprises d'État.

Pour l'instant, cette guerre commerciale se terminerait probablement par la conclusion d'un nouvel accord commercial bilatéral, même si à cause de l'incertitude politique, les négociations sino-américaines n'aboutiraient pas à un résultat positif. Cependant, en examinant le processus de négociation du nouvel accord de libre-échange KORUS FTA et USMCA, nous pouvons constater que le gouvernement américain propose souvent tout d'abord les exigences très strictes en ayant recours à des mesures de menace, mais les négociations commerciales se finissent souvent par la signature d'un accord grâce auquel les États-Unis sont en mesure de gagner des avantages limités mais substantiels. En ce qui concerne cette guerre commerciale, compte tenu de la sincérité des concessions chinoises, les États-Unis peuvent en tirer de nombreux avantages économiques. Par conséquent, même si le processus de négociation est très complexe, il est probable que les deux parties concluront un nouvel accord commercial afin de régler cette friction commerciale. Également, une solution pacifique à résoudre les problèmes économiques entre la Chine et les États-Unis, les deux plus grandes forces économiques du monde, favorisera au développement économique des deux pays en question, voir à la santé économique du monde entier.

4.3 Synthèse du chapitre

Ce chapitre a discuté des concessions possibles que le gouvernement chinois pourrait faire en étudiant les demandes principales des États-Unis du point de vue de la Chine. La Chine ne pourra certainement accepter toutes les demandes de l'administration américaine, elle pourrait toutefois en accepter une partie. Depuis le déclenchement de cette guerre commerciale, la Chine a déjà montré sa sincérité pour améliorer les IDE et la protection de la propriété intellectuelle en Chine. Sous la condition préalable de l'égalité et au bénéfice mutuel, la Chine ne refusera pas de faire certaines concessions pour régler aimablement cette guerre commerciale. Également, en analysant ses négociations avec la Corée du Sud, le Canada et la Mexique, l'administration Trump cherche toujours des bénéfices économiques précis et effectifs, du coup, cet article soutient que cette guerre se terminera par la conclusion d'un nouvel accord commercial bilatéral.

Chapitre 5 Les conséquences potentielles de la guerre commerciale sino-américaine sur l'économie chinoise

Dans les chapitres précédents, nous avons analysé en détail les principaux différends entre les deux pays en question de cette guerre commerciale surtout du point de vue des Etats-Unis, ainsi que la solution possible pour régler cette friction pacifiquement par le biais de la signature d'un accord. Si la Chine et les États-Unis parviennent à un nouvel accord commercial bilatéral, celui-ci aura un impact important sur les importations et les exportations chinoises ainsi que sur les investissements directs étrangers en Chine, ce qui affectera ainsi directement le développement économique futur de la Chine. Comme discuté dans le 4^{ème} chapitre, d'une part, le nouvel accord retiendra certains termes de droits de douane ajoutés depuis le début de cette guerre commerciale, et les restrictions à l'exportation de la Chine aux États-Unis seront renforcées, tandis que les barrières tarifaires et non tarifaires de la Chine seront abaissées, cela entraînera une réduction de l'énorme excédent commercial de la Chine dans le passé. D'autre part, les articles du nouvel accord visant à réduire les barrières à l'entrée des investissements étrangers favoriseront les investissements directs étrangers en Chine. Cependant, comment l'impact de ces changements sera-t-il transmis à l'ensemble de l'économie chinoise ? Cela dépendra du degré de dépendance de la structure économique existante de la Chine au commerce d'importation et d'exportation et aux investissements directs étrangers. Pour l'examiner, il est nécessaire de procéder à une analyse quantitative sur le ratio de contribution du commerce extérieur et des investissements directs étrangers au PIB de la Chine. Par conséquent, ce chapitre analysera, dans la prospective de la demande agrégée, l'impact des importations, exportations et des investissements directs étrangers sur l'économie chinoise. Pour ce faire, nous construirons un modèle de taux de croissance du PIB et de ratio de contribution de croissance du PIB en se basant sur les données du tableau entrées-sorties non compétitif de la Chine, nous évaluerons ainsi l'impact possible de cette guerre commerciale sino-américaine sur la future économie chinoise.

5.1 La méthodologie

5.1.1 La méthode demande agrégée

Depuis longtemps, la croissance économique reste l'un des principaux sujets d'actualité dans le domaine de la macroéconomie. La discussion sur la croissance économique peut être remontée à *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* d'Adam Smith. En économie classique, les économistes étudient la croissance économique du point de vue de l'offre globale, en affirmant que l'augmentation de la productivité est le moteur essentiel de la croissance économique. Ils se concentrent sur les sources de productivité, telles que le travail, le capital, les ressources et la technologie. Leurs modèles de croissance économique se basent aussi sur la fonction de production. Pour la demande, les économistes classiques soutiennent la loi de Say, qui estime que la demande est automatiquement créée par l'offre et que, grâce à la régulation du marché, la demande agrégée finira par correspondre automatiquement à la totale de l'offre.⁵⁵ Cependant, la dépression économique qui a éclaté dans les années 1930 a incité à repenser la macroéconomie. John Maynard Keynes examine, dans son célèbre ouvrage *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, les problèmes économiques du point de vue de la demande agrégée et propose le principe de la demande effective, en faisant valoir que le manque de demande effective est la principale cause de la récession et même de la dépression économique. Également, le keynésianisme analyse principalement les problèmes économiques du point de vue de la demande, en soulignant le rôle de la demande dans la croissance de l'économie. La naissance du keynésianisme est considérée comme « l'événement le plus important de l'économie au 20ème siècle ». Après la Grande Dépression et la Seconde Guerre mondiale, les pratiques keynésiennes ont efficacement favorisé la croissance économique aux États-Unis et dans des pays du monde entier. De plus, le keynésianisme a également eu un impact profond sur la formation et le développement de la macroéconomie moderne.

Dans la macroéconomie actuelle, concernant le facteur clé de la croissance économique, les différences d'opinion entre les différentes écoles sont réduites. En effet, il est généralement admis que l'analyse de l'offre globale et celui de la demande agrégée s'appliquent à deux cadres d'analyse

⁵⁵ Les partisans de la loi de Say croient que les gens travaillent et fournissent des biens au marché parce qu'ils veulent en acheter d'autres.

différents : pour le long terme, la croissance de l'offre totale est la cause fondamentale de la croissance économique, du coup, pour les problèmes de croissance à long terme, il est nécessaire d'analyser les principaux facteurs qui influent sur la croissance de l'offre totale, tels que le travail, le capital et la technologie. Cependant, pour le court terme, étant donné que la capacité de production réelle ne changera pas beaucoup à court terme, le principal facteur à l'origine du changement de la croissance économique à court terme est l'évolution de la demande agrégée. En raison du champ d'application différent, les deux méthodes d'analyse s'appliquent aux différents problèmes pratiques. Par exemple, les politiques élaborées par le biais d'une analyse de l'offre globale, telles que l'amélioration de l'éducation, le développement de la technologie et la promotion des investissements sont prouvées favorables au développement économique à long terme. Par contre, face aux événements spécifiques tels que la Grande Dépression, la guerre, le terrorisme, la crise des Subprimes, etc., les résultats de l'analyse de la demande agrégée sont souvent plus efficaces.

La guerre commerciale sino-américaine étudiée dans cet article a également des effets à court et à long terme : d'une part, les incidents de la guerre commerciale affecteront immédiatement les relations commerciales et d'investissement entre la Chine et les États-Unis et auront des répercussions immédiates sur l'économie chinoise ; d'autre part, la signature potentielle du nouvel accord commercial bilatéral exercera une influence sur le futur développement technologique et l'environnement d'investissement en Chine, ce qui aura un impact sur la croissance de la capacité totale d'approvisionnement. Cependant, lorsqu'on analyse l'impact de cette guerre commerciale sino-américaine sur l'économie chinoise, il est plus pratique d'adopter un cadre analytique à court terme et une méthode d'analyse de la demande agrégée, les raisons sont les suivantes : premièrement, la Chine est actuellement dans un état de surcapacité et fait face à des pressions en faveur d'une réforme de la réduction des capacités et du désapprovisionnement, ce qui montre que le principal obstacle au développement économique de la Chine réside dans le manque de demande effective. Deuxièmement, l'influence à long terme de cette guerre commerciale sur l'économie chinoise se reflète principalement dans l'impact potentiel sur le développement technologique futur de la Chine, qui n'est pas facile à quantifier. Enfin, étant donné que cette guerre commerciale exercera une influence immédiate sur la demande du marché de la Chine, cela signifie que les effets de facteurs à long terme peuvent être fortement influencés par des forces à court terme et avoir une réaction en chaîne qui s'écarte de la

réalité notre analyse de croissance économique à long terme.

En conséquence, cet article choisit d'analyser l'impact potentiel de cette guerre commerciale sur le PIB et la croissance du PIB de la Chine du point de vue de la demande agrégée. Dans cette prospective, les éléments de composition du PIB peuvent être expliqués par la méthode de dépense :

$$GDP+IM = CH + CG + IN + EX$$

- GDP : PIB (produit intérieur brut)
- CH : consommation des ménages
- CG : consommation publique (gouvernement et organisme sans but lucratif)
- IN : investissement
- EX : exportation
- IM : importation

Parmi eux, la consommation des ménages, la consommation publique, les investissements et les exportations constituent les quatre principales demandes de l'économie nationale. Les importations ici peuvent être interprétées comme la part de la demande totale qui est satisfaite par les importations et non la production intérieure.

À partir de la demande agrégée, cet article calculera le ratio de contribution de 4 demandes différentes au PIB et à la croissance du PIB chinois pour analyser l'impact des demandes affectées par cette guerre commerciale sur l'économie chinoise.

5.1.2 Le tableau entrées-sorties non compétitif

Pour comprendre respectivement la contribution de différentes demandes au PIB, il est d'abord nécessaire de comptabiliser séparément les consommations de chaque demande, pour ce faire, nous avons besoin de tableau entrées-sorties. Selon le système de comptabilité nationale, le tableau entrée-sorties est un tableau matrice des soldes basé sur la classification de secteur de produits. Ce tableau reflète la relation complexe d'interdépendance entre différents secteurs d'une économie nationale ou différentes économies régionales. Il montre aussi la source des entrées de ressources et leurs sorties dans la production et consommation des produits. Le concept de tableaux d'entrées-sorties a été proposé par le célèbre économiste Wassily Leontief dans les années 1930. Le premier tableau d'entrées-sorties des États-Unis a commencé à établir en 1939 et s'est achevé en 1944. En 1968, le modèle entrées-sorties a été officiellement intégrée au système de comptabilité nationale de l'ONU. En

1973, W. Leontief a remporté le prix Nobel d'économie pour sa contribution à l'analyse entrées-sorties. À ce jour, le tableau entrées-sorties joue toujours un rôle important dans la comptabilité de l'économie nationale et l'analyse macroéconomique.

Comme montré dans le tableau ci-dessous, le tableau entrées-sorties traditionnel se présente une caractéristique compétitive.

Tableau Entrées-Sorties Compétitif								
		Consommation Intermédiaire	Consommation finale				Exportations	Sortie (Output)
	Secteur	1 2 ... n	Consommation des ménages	Dépenses publiques	Investissements ⁵⁶	Exportation		
CI ⁵⁷	1	x_{ij}	ch_i	cg_i	in_i	ex_i	$-lm_i$	X_i
	2							
	...							
	n							
Total Valeur Ajoutée		v_j						
Entrée		X_j						

Dans ce tableau, les lignes représentent l'emploi des productions de l'économie nationale, y compris les consommations intermédiaires (c'est-à-dire à fournir à d'autres secteurs pour la reproduction) et les consommations finales (consommation des ménages, consommations publiques, formation de capital et exportations). Chaque colonne reflète les ressources utilisées et leurs sources d'entrée des différents secteurs. Étant donné que le tableau entrées-sorties précise le montant des flux vers les postes de consommation finale, nous pouvons les utiliser pour mesurer la contribution de différents types de demande finale au PIB.

⁵⁶ Y compris la formation de capital et les variations de stock

⁵⁷ CI : consommation intermédiaire

Toutefois, il existe un inconvénient dans le tableau entrées-sorties compétitif. En effet, les produits importés sont mélangés à des produits domestiques dans l'usage intermédiaire et final, c'est-à-dire une « compétition » entre les deux parties. La valeur des importations indiquée dans le tableau ne précise pas son usage à la reproduction ou à la consommation finale, ni le groupe de produits pour lequel l'importation est utilisée. Du coup, ce tableau ne reflète pas directement la distribution des produits domestiques du côté de la demande, mais plutôt la distribution des produits domestiques mélangés de produits importés.

Lorsque l'on utilise le tableau entrées-sorties compétitif pour analyser la contribution de chaque composant de consommation finale au PIB et à sa croissance, le PIB est généralement divisé comme ci-dessous selon la méthode de dépense :

$$GDP = CH + CG + IN + (EX - IM)$$

(CH : consommation des ménages ; CG : dépenses publiques ; IN : total investissement ; EX-IM : exportations nettes)

De là, nous avons :

$$\frac{CH}{GDP} + \frac{CG}{GDP} + \frac{IN}{GDP} + \frac{(EX - IM)}{GDP} = 1$$

Dans cette formule, la partie gauche représente respectivement le ratio de contribution de consommation des ménages, dépenses publiques, investissements et d'exportations nettes au PIB.

Nous avons aussi :

$$\Delta GDP = \Delta CH + \Delta CG + \Delta IN + \Delta(EX - IM)$$

C'est-à-dire :

$$\frac{\Delta CH}{\Delta GDP} + \frac{\Delta CG}{\Delta GDP} + \frac{\Delta IN}{\Delta GDP} + \frac{\Delta(EX - IM)}{\Delta GDP} = 1$$

La partie gauche de cette formule signifie le ratio de contribution de chaque demande finale à la variation du PIB.

Cependant, la méthode d'analyse présentée ci-dessus sous-évalue la contribution du commerce extérieur et surévalue celle des trois autres demandes finales. Ce problème est dû à l'utilisation simple de la valeur nette des exportations mais sans prendre en compte l'impact de la taille des exportations. Cela provoque 2 problèmes : (1) avec la même valeur nette d'exportations, nous pouvons avoir les importations et exportations de montant très élevé ou de montant très faible, dans les deux cas, l'influence des importations et exportations est en réalité différente, alors que selon cette méthode d'analyse, la contribution de commerce extérieur est identique. (2) Le ratio de contribution de commerce extérieur à l'économie est toujours en fonction de la valeur nette des exportations, dans ce cas-là, si les exportations sont égales aux importations, ça signifie que le commerce extérieur ne contribue pas du tout au PIB. Évidemment, ce résultat ne correspond pas à la réalité. Du coup, il n'est pas raisonnable d'utiliser le tableau entrées-sorties comparatif pour calculer le ratio de contribution de commerce international au PIB.

Afin de mieux évaluer la contribution du commerce international à la croissance économique, il est nécessaire de réexaminer le rôle des importations dans l'économie. Du point de vue de la demande, les exportations concernent la demande du marché extérieur, tandis que les importations sont des produits d'outre-mer utilisés pour satisfaire la demande intérieure. Les importations n'affectent évidemment pas directement la production des exportations, il n'est donc pas approprié d'utiliser les exportations nettes pour mesurer la contribution des exportations au PIB. En fait, les biens et services importés se servent à deux fins : (1) à utiliser dans la production des produits domestiques, c'est-à-dire la consommation intermédiaire ; (2) à consommer directement comme l'emploi final. Les importations utilisées comme la consommation intermédiaire entrent dans la chaîne de production des produits domestiques, cette partie d'importations n'empêche pas directement la production nationale. Mais la partie utilisée comme la consommation finale occupe une partie de demande totale, principalement la partie de la consommation intérieure et la formation de capital. Cette partie d'importations a une relation concurrencée avec les produits domestiques et retient ainsi la production intérieure. Par conséquent, afin de mesurer de manière plus rationnelle la contribution des exportations à la croissance économique, il est nécessaire de fractionner les importations et les productions domestiques dans la consommation intermédiaire et finale. Il fallait aussi établir un tableau entrées-sorties non compétitif.

Ci-dessous s'agit d'un tableau simplifié de tableau entrées-sorties non compétitif.

	Secteur	CI ⁵⁸	Consommation finale				Importations	Sortie (Output)
		1 2 ... n	Consommation des ménages	Dépense publiques	Investissements	Exportations		
CI domestique	1	x_{ij}^d	ch_i^d	cg_i^d	in_i^d	ex_i^d		x_i
	2							
	...							
	n							
CI importateur	1	x_{ij}^{im}	ch_i^{im}	cg_i^{im}	in_i^{im}	ex_i^{im}	lm_i	
	2							
	...							
	n							
Total valeur ajoutée		v_j						
Entrée		X_j						

Ce tableau divise les produits domestiques et importateurs de différents secteurs en consommation intermédiaire et consommation finale, il précise également la sortie des importations vers quel groupe de produits dans la consommation intermédiaire ou vers quel poste dans la consommation finale. En comparant avec le tableau compétitif, ce tableau dispose de 2 avantages en termes de calcul de ratio de contribution de différent poste de la demande finale :

(1) La sortie des produits importés est plus précise dans la consommation finale. Au lieu d'être simplement compensées par des exportations, les importations sont divisées dans la consommation finale en consommations des ménages, consommation publique et investissements. Grâce à ça, nous pouvons mesurer l'impact des importations et en même temps, il reflète mieux l'effet d'exportations sur la croissance économique.

(2) Les importations utilisées dans la reproduction sont prises directement en compte dans la consommation intermédiaire et n'affectent pas le calcul de ratio de contribution au PIB.

Selon le tableau entrées-sorties non compétitif, le PIB peut être décrit comme :

$$GDP = CH^d + CG^d + IN^d + EX^d - x^{im}$$

C'est-à-dire, après le split des produits importés, le PIB peut être interprété comme la somme de la production domestique utilisée pour la consommation des ménages, la consommation publique, les

⁵⁸ CI : consommation intermédiaire

investissements et les exportations, déduit par les consommations intermédiaires importés (déduits du PIB en tant que consommation initiale). Nous pouvons voir que cette méthode reflète mieux la distribution des produits nationaux ainsi que les produits importés, il est donc plus raisonnable d'utiliser ce tableau pour analyser la contribution de chaque poste de consommation finale à la production domestique.

5.1.3 Le modèle ratio de contribution au PIB et à la croissance de PIB

En se basant sur la méthode demande agrégée et le tableau entrées-sorties non compétitif, nous avons le modèle ratio de contribution au PIB et à la croissance de PIB⁵⁹ ⁶⁰ comme suit :

(1) L'égalité de la production intérieure :

$$ch_i^d + cg_i^d + in_i^d + ex_i^d + \sum_{j=1}^n x_{ij}^d = X_i$$

(2) Définir le coefficient de consommation directe intermédiaire sur la totale des produits domestiques comme :

$$a_i^d = \frac{\sum_{j=1}^n x_{ij}^d}{X_i}$$

(3) Calculer la contribution de chaque poste à la totale de production selon le coefficient de consommation directe, réécrire la formule de l'égalité de la production intérieure :

$$ch_i^d + cg_i^d + in_i^d + ex_i^d + a_i^d X_i = X_i$$

Ajouter toutes les lignes :

$$ch^d + cg^d + in^d + ex^d = (1-a^d)X$$

Soit :

$$X = \frac{ch^d}{(1-a^d)} + \frac{cg^d}{(1-a^d)} + \frac{in^d}{(1-a^d)} + \frac{ex^d}{(1-a^d)} = X^{CH} + X^{CG} + X^{IN} + X^{EX}$$

- X^{CH} : contribution de la consommation des ménages à la production totale

⁵⁹ Chen, Xikang. (1990). Input-Occupancy-Output Analysis and its Application in China.10.1007/978-1-349-10636-3_16.

⁶⁰ SHEN Lisheng, WU Zhengyu, Quantitative Analysis of Foreign Trade Contributing to Economic Growth [J]. Jilin University Journal Social Sciences Edition,2004(04):67-78.

- X^{CG} : contribution de la consommation publique à la production totale
- X^{IN} : contribution des investissements à la production totale
- X^{EX} : contribution des exportations à la production totale

(4) Calculer la valeur et ratio de contribution au PIB de chaque poste de la consommation finale :

Le PIB est la somme des valeurs ajoutées dans le tableau entrées-sorties non-compétitif :

$$GDP = \sum_{j=1}^n v_j$$

Définir le ratio de valeur ajoutée :

$$r = \frac{\sum_{j=1}^n v_j}{X} = \frac{GDP}{X}$$

Alors :

$$GDP = rX = rX^{CH} + rX^{CG} + rX^{IN} + rX^{EX} = GDP^{CH} + GDP^{CG} + GDP^{IN} + GDP^{EX}$$

D'après cela, nous avons la formule de la valeur de contribution au PIB de la consommation des ménages, de la consommation publique, des investissements et des exportations comme ci-dessous :

$$GDP^{CH} = \frac{r}{1-a^d} ch^d$$

$$GDP^{CG} = \frac{r}{1-a^d} cg^d$$

$$GDP^{IN} = \frac{r}{1-a^d} in^d$$

$$GDP^{EX} = \frac{r}{1-a^d} ex^d$$

Egalement, nous pouvons obtenir le ratio de contribution au PIB de la consommation des ménages, de la consommation publique, des investissements et des exportations, qui se représente par η :

$$\eta^{CH} = \frac{GDP^{CH}}{GDP}$$

$$\eta^{CG} = \frac{GDP^{CG}}{GDP}$$

$$\eta^{IN} = \frac{GDP^{IN}}{GDP}$$

$$\eta^{EX} = \frac{GDP^{EX}}{GDP}$$

Théoriquement, la somme des 4 taux est égal à 100%.

(5) Calculer le ratio de contribution à la croissance de PIB.

La croissance du PIB est toujours l'un des sujets principaux de la macroéconomie, c'est pourquoi cet article analyse plus en détail le ratio de contribution de chaque poste de la consommation finale à la croissance du PIB. Le ratio de contribution à la croissance du PIB peut être obtenu à partir de la valeur de contribution du PIB de chaque poste pendant 2 années successives :

$$\mu^{CH} = \frac{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t^{CH} - GDP_{t-1}^{CH}}{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t - GDP_{t-1}}$$

$$\mu^{CG} = \frac{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t^{CG} - GDP_{t-1}^{CG}}{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t - GDP_{t-1}}$$

$$\mu^{IN} = \frac{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t^{IN} - GDP_{t-1}^{IN}}{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t - GDP_{t-1}}$$

$$\mu^{EX} = \frac{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t^{EX} - GDP_{t-1}^{EX}}{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t - GDP_{t-1}}$$

- PI_t : l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année t
- PI_{t-1} : l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'année t-1

Théoriquement, la somme des 4 taux est égal à 100%.

Selon le ratio de contribution de chaque demande à la croissance du PIB, nous pouvons également calculer la valeur réelle de contribution de différent poste à la variation réelle du PIB :

$$g^{CH} = \mu^{CH} g$$

$$g^{CG} = \mu^{CG} g$$

$$g^{IN} = \mu^{IN} g$$

$$g^{EX} = \mu^{EX} g$$

g représente la variation du PIB de l'année, g^{CH} , g^{CG} , g^I et g^{EX} signifie le montant contribué par chaque poste à la variation du PIB de l'année.

(6) Calculer le ratio de contribution des importations au PIB et à la croissance du PIB

En comparant avec les 4 demandes mentionnées ci-dessus, les importations exercent une influence plus compliquée au PIB. Dans le tableau entrées-sorties non compétitif, les importations sont divisées en deux parties, l'une sert à la consommation intermédiaire, l'autre s'intègre dans la consommation finale. Les importations consommées dans l'intermédiaire approvisionnent la production intérieure et seront déduites lors du calcul du PIB. Cette partie d'importations peuvent avoir un impact positif et négatif sur le PIB : s'il s'agit des produits que l'on ne peut pas produire à l'intérieur, par exemple les ressources rares, les produits de haute technologie, l'importation favorisera la production intérieure. En revanche, si les produits importés sont concurrents des produits nationaux et visent à les substituer grâce à leurs avantages comparatifs, l'importation abaissera la production des produits intermédiaires nationaux et exercera une influence défavorable sur le PIB. En un mot, l'impact des importations utilisées comme la consommation intermédiaire sur le PIB dépend de la capacité de production nationale. Par manque de données précises pour une analyse plus avancée, cet article suppose que l'importation dans la consommation intermédiaire a un impact neutre sur le PIB.

Différente de l'importation employée dans la consommation intermédiaire, l'importation utilisée dans la consommation finale occupe directement une partie de la demande finale, réduisant ainsi la production intérieure, du coup cette partie d'importations exerce une influence défavorable au PIB.

À partir de cette idée, nous pouvons introduire le modèle ratio de contribution d'importation au PIB et à la croissance de PIB.

D'abord, calculons la valeur de contribution d'importations au PIB. Sous l'hypothèse que les importations dans la consommation intermédiaire a un impact neutre sur le PIB, la valeur de contribution d'importations à la totale de production peut être exprimé comme l'occupation dans la

demande finale des produits importés utilisés comme la consommation finale. Après l'avoir converti en PIB, elle signifie la valeur de contribution d'importations au PIB. La formule est la suivante :

$$GDP^{IM} = -\frac{r}{1-a^d} (ch^{im} + cg^{im} + in^{im} + ex^{im})$$

ch^{im} 、 cg^{im} 、 in^{im} 和 ex^{im} représente respectivement la consommation des ménages, consommation publique, investissements et l'exportation qui sont satisfaites par les produits importés. Normalement, la partie des exportations est égale à 0. Comme les importations dans la consommation finale ont des impacts négatifs sur le PIB, le ratio de contribution des importations au PIB est également négatif.

D'après la valeur de contribution d'importations au PIB, nous pouvons calculer le ratio de contribution d'importation au PIB :

$$\eta^{IM} = -\frac{r}{1-a^d} \frac{ch^{im} + cg^{im} + in^{im} + ex^{im}}{GDP}$$

En outre, en tenant compte de la variation du facteur de prix dans le PIB et de la valeur de contribution des importations au PIB, le ratio de contribution des importations à la croissance du PIB peut être calculé comme suit :

$$\mu^{IM} = -\frac{r}{1-a^d} \frac{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} (ch_t^{im} + cg_t^{im} + in_t^{im} + ex_t^{im}) - (ch_{t-1}^{im} + cg_{t-1}^{im} + in_{t-1}^{im} + ex_{t-1}^{im})}{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t - GDP_{t-1}}$$

La croissance ou la réduction du PIB induite par les variations des importations peut également être calculée comme en dessous :

$$g^{IM} = \mu^{IM} g$$

Il faut noter que, bien que les importations sorties dans la consommation finale aient un effet

négatif sur le PIB, le ratio de contribution des importations à la croissance du PIB n'est pas toujours négatif. Lorsque la valeur des importations diminue ou que le taux de croissance de la valeur des importations est inférieur au taux de croissance de la demande totale, le ralentissement des importations transmet une partie de la demande totale initialement satisfaite par les produits importés vers les produits nationaux, produisant ainsi un effet positif sur le PIB. Cela peut aussi expliquer pourquoi des politiques de protection commerciale modérées ont un effet protecteur sur la croissance économique nationale.

(7) Calculer le ratio de contribution des IDE au PIB et à la croissance du PIB

En tant que forme importante d'investissement, l'investissement direct étranger joue un rôle important dans l'économie nationale. Du point de vue de la production, l'investissement direct étranger augmente le capital de production et favorise le développement de la productivité nationale, qui revêt une grande importance pour la croissance à long terme de l'économie. Du point de vue de la demande, l'investissement direct étranger accroît la demande de formation de capital national et stimule le PIB à court terme. Comme cet article effectue une analyse de demande agrégée dans le cadre à court terme, nous évaluons également l'impact des IDE sur la croissance économique sous l'angle de la demande.

Premièrement, calculons la valeur de contribution des IDE au PIB. Il fallait remarquer que dans la demande de la formation de capital, il comprend une partie provenant de la production domestique, une autre partie venant des importations. Du coup, lors de calcul de la valeur de contribution des IDE au PIB, il est nécessaire de calculer d'abord la valeur de contribution des IDE à la totale de production domestique et ensuite convertir en PIB. Nous avons ainsi :

$$GDP^{FDI} = \frac{r}{1-a^d} \frac{in^d}{in^d + in^{im}} FDI$$

in^d et in^{im} représentent respectivement le montant total des investissements requis par les produits nationaux et les produits importés.

Selon la valeur de de contribution des IDE au PIB, nous pouvons calculer le taux de de contribution des IDE à du PIB :

$$\eta^{FDI} = \frac{GDP^{FDI}}{GDP} = \frac{r}{1-a^d} \frac{in^d}{in^d + in^{im}} \frac{FDI}{GDP}$$

Nous avons aussi le taux de contribution des IDE à la croissance du PIB :

$$\mu^{FDI} = -\frac{r}{1-a^d} \frac{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t^{FDI} - GDP_{t-1}^{FDI}}{\frac{PI_{t-1}}{PI_t} GDP_t - GDP_{t-1}}$$

La variation du PIB produite par les variations des IDE :

$$g^{FDI} = \mu^{FDI} g$$

Ci-dessus nous avons présenté le modèle ratio de contribution de différents postes de la demande finale au PIB et à sa croissance qui s'appuie sur l'analyse de demande agrégée et le tableau entrées-sorties non compétitif. Dans la partie suivante, nous allons utiliser ce modèle pour mesurer l'impact de différents postes de la demande finale sur le PIB chinois et fin ainsi d'analyser les impacts possibles de cette guerre commerciale sino-américaine sur la future économie chinoise.

5.2 Les résultats et les discussions

Dans cette partie, nous analyserons d'abord les caractéristiques du développement économique de la Chine conformément aux méthodes décrites dans la partie précédente, puis nous mesurerons l'impact possible de l'économie chinoise après cette guerre commerciale sino-américaine. Cette partie utilise les données des tableaux d'entrées-sorties non compétitif de la Chine de 1995 à 2014 en source de WIOD (World Input Output Database).⁶¹ Parmi ceux-ci, les tableaux entrées-sorties de 1995-1999 suit le SCN (Système comptable nationale) 1993 et ceux de 2000-2014 correspond au SCN 2008. Outre le tableau entrées-sorties, d'autres données utilisées (telles que la croissance du PIB, le taux de change moyen annuel, le déflateur du PIB, l'IDE, etc.) proviennent des statistiques de NBS China⁶² ou de l'OCDE⁶³.

5.2.1 L'analyse demande agrégée

D'abord, nous analysons l'impact de 4 demandes majeures sur le PIB. À partir du tableau

⁶¹ Timmer, M. P., Dietzenbacher, E., Los, B., Stehrer, R. and de Vries, G. J. (2015), "An Illustrated User Guide to the World Input-Output Database: the Case of Global Automotive Production", *Review of International Economics*, 23: 575-605

⁶² <http://www.stats.gov.cn/>

⁶³ <https://stats.oecd.org/>

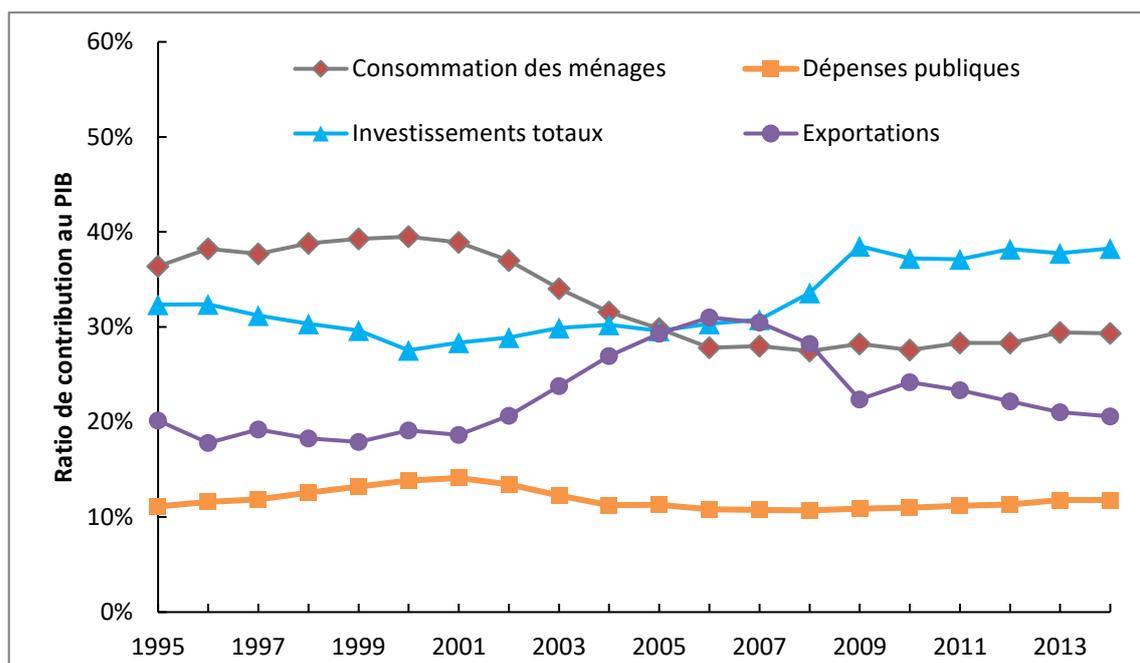
d'entrées-sorties non compétitif de la Chine, nous calculons le ratio de contribution de différentes demandes finales au PIB chinois, les résultats sont montrés dans le tableau et le graphique ci-dessous :

Tableau de ratio de contribution des différentes demandes finales au PIB					
	PIB millions of dollar	Ratio de contribution au PIB			
		Consommation des ménages	Dépenses publique ⁶⁴	Investissements totaux ⁶⁵	Exportations
1995	728,005	36.4%	11.1%	32.4%	20.2%
1996	856,112	38.2%	11.6%	32.4%	17.8%
1997	952,652	37.7%	11.9%	31.2%	19.2%
1998	1,019,495	38.8%	12.6%	30.3%	18.3%
1999	1,083,299	39.3%	13.2%	29.6%	17.9%
2000	1,198,452	39.5%	13.8%	27.5%	19.1%
2001	1,324,832	38.9%	14.1%	28.3%	18.7%
2002	1,453,811	37.0%	13.4%	28.9%	20.7%
2003	1,640,970	34.0%	12.3%	29.9%	23.8%
2004	1,931,618	31.6%	11.2%	30.2%	26.9%
2005	2,257,161	29.8%	11.3%	29.6%	29.3%
2006	2,713,187	27.8%	10.8%	30.3%	31.0%
2007	3,495,060	28.0%	10.8%	30.8%	30.5%
2008	4,521,312	27.5%	10.7%	33.6%	28.2%
2009	4,990,238	28.2%	10.9%	38.5%	22.4%
2010	5,931,147	27.6%	11.0%	37.2%	24.2%
2011	7,362,931	28.3%	11.2%	37.1%	23.4%
2012	8,318,793	28.3%	11.3%	38.2%	22.2%
2013	9,380,359	29.4%	11.8%	37.8%	21.0%
2014	10,283,983	29.3%	11.8%	38.3%	20.6%

⁶⁴ Y compris la consommation du gouvernement et celle des organismes sans but lucratif (OSBL)

⁶⁵ Y compris la formation de capital brut et les variations de stock (Changes in inventories and valuables en anglais)

- Évolution de ratio de contribution des différentes demandes finales au PIB



L'évolution de ratio de contribution des différentes demandes finales au PIB chinois reflète les caractéristiques de la structure économique chinoise. Comme nous pouvons le voir dans le graphique, de 1995 à 2014, le développement économique peut être fractionné en 3 périodes : de 1995 à 2001, de 2002 à 2008 et de 2009 à 2014. Ces trois périodes ont été séparées par deux événements économiques importants : l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 et la crise financière mondiale de 2008.

Avant 2001, le PIB de la Chine provenait principalement de la consommation des ménages et de l'investissement, le ratio de contribution des exportations était régulièrement inférieur à 20%. En 2001, la Chine a officiellement adhéré à l'OMC. Depuis lors, son volume de commerce extérieur a augmenté rapidement et la Chine est devenue en quelques années le premier exportateur mondial. L'industrie de la transformation pour l'exportation est devenue aussi l'un des piliers économiques les plus importants de la Chine. D'après les résultats de l'analyse de la demande globale, après 2001, avec la hausse des exportations chinoises, le ratio de contribution des exportations au PIB a augmenté d'environ 2% à 3% par an, et atteint au sommet de 31% en 2006. De plus, dans la même année, le ratio de contribution des exportations était pour la première fois supérieur à celui de la consommation des ménages et aux celui des investissements, devenant ainsi le principal poste de contribution au PIB de la Chine. Nous pouvons constater qu'après son entrée à l'OMC, la Chine a formé une économie fondée sur l'exportation, le marché d'outre-mer était une fois le principal marché des produits fabriqués en

Chine. Tout en profitant de la prospérité, l'économie chinoise est également devenue fortement dépendante des exportations.

Après la crise financière mondiale en 2008, l'économie d'exportation de la Chine a été sévèrement touchée par le déclin du pouvoir d'achat sur les marchés étrangers. Surtout en 2009, les exportations chinoises ont connu une croissance négative. Le ratio de contribution des exportations au PIB a également chuté rapidement pour se situer autour de 20% en 2008-2009. Dans le même temps, afin de faire face à la crise financière et de maintenir la croissance de son PIB, la Chine a commencé à mettre en œuvre le plan de relance économique, soit une politique budgétaire à dépense élevée et une politique monétaire souple. Dans un environnement politique assoupli, l'investissement total de la Chine a rapidement augmenté entre 2008 et 2009, apportant la contribution la plus importante au PIB de la Chine, avec un ratio de contribution de 38,5%.

Après 2009, avec la stabilisation de la situation économique, la structure de la demande chinoise dominée par l'investissement s'est progressivement stabilisée. Le ratio de contribution des exportations au PIB est également fixé autour de 20% et présente une tendance à la baisse.

L'analyse du ratio de contribution du PIB reflète principalement les caractéristiques de la structure économique de la Chine à différentes périodes. Pour analyser plus en détail les sources de croissance économique à différentes périodes, il est nécessaire d'analyser le ratio de contribution des différentes demandes finales à la croissance du PIB. En utilisant le modèle ratio de contribution à la croissance du PIB présenté dans la partie précédente, nous pouvons calculer le ratio de contribution des différentes demandes finales à la croissance du PIB de la Chine entre 1996 et 2014. Ici, l'indice des prix à la consommation utilisé est le déflateur du PIB, qui est calculé à partir de la variation du PIB et le PIB nominal fourni par le NBS China. Afin d'être cohérent avec la devise du tableau d'entrées-sorties du WIOD, le déflateur du PIB est converti en dollar américain selon le taux de change moyen annuel USD/CNY sur deux ans successifs. Les indices des prix utilisés ci-dessous sont traités de même manière.

Afin de montrer plus clairement la contribution des différentes demandes finales à la croissance du PIB, cet article calcule également l'apport de chaque poste de demandes finales au taux de croissance du PIB selon les ratios de contribution de demande à la croissance du PIB. Les résultats des calculs sont montrés dans le tableau et le graphique suivant :

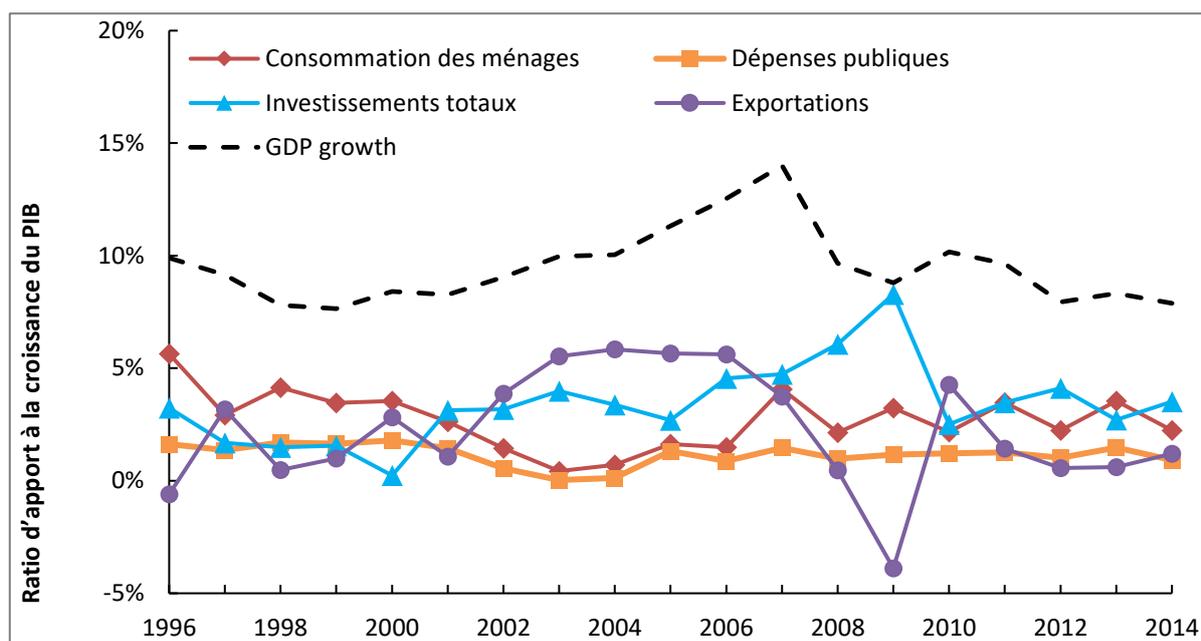
Apport des différentes demandes finales au taux de croissance du PIB⁶⁶					
	Croissance du PIB	Apport des différentes demandes finales au taux de croissance du PIB			
		Consommation des ménages	Dépenses publique ⁶⁷	Investissements totaux ⁶⁸	Exportations
1996	9.9%	5.6%	1.6%	3.2%	-0.6%
1997	9.1%	2.9%	1.4%	1.7%	3.2%
1998	7.8%	4.1%	1.7%	1.5%	0.5%
1999	7.6%	3.5%	1.6%	1.6%	1.0%
2000	8.4%	3.6%	1.8%	0.2%	2.8%
2001	8.3%	2.6%	1.4%	3.1%	1.1%
2002	9.0%	1.5%	0.6%	3.2%	3.9%
2003	10.0%	0.4%	0.0%	4.0%	5.5%
2004	10.0%	0.7%	0.1%	3.4%	5.8%
2005	11.3%	1.6%	1.3%	2.7%	5.7%
2006	12.5%	1.5%	0.9%	4.6%	5.6%
2007	14.0%	4.1%	1.5%	4.7%	3.7%
2008	9.7%	2.1%	1.0%	6.1%	0.5%
2009	8.8%	3.2%	1.2%	8.3%	-3.9%
2010	10.2%	2.2%	1.2%	2.5%	4.3%
2011	9.6%	3.5%	1.3%	3.5%	1.4%
2012	7.9%	2.2%	1.0%	4.1%	0.6%
2013	8.3%	3.5%	1.5%	2.7%	0.6%
2014	7.9%	2.2%	0.9%	3.5%	1.2%

⁶⁶ Par exemple, le taux de croissance du PIB est de 10%, si le ratio d'apport d'une demande est de 5%, ça veut dire que dans 5% de croissance du PIB sont en provenance de cette demande. Et la somme des ratio d'apport doit être égale à 10%.

⁶⁷ Y compris la consommation du gouvernement et celle des organismes sans but lucratif (OSBL)

⁶⁸ Y compris la formation de capital brut et les variations de stock (Changes in inventories and valuables en anglais)

- Apport des différentes demandes finales au taux de croissance du PIB



L'analyse sur la croissance du PIB explique plus clairement les sources de la croissance économique de la Chine à différentes périodes. Avant 2001, le taux de croissance du PIB chinois était inférieur à 10% et sa croissance était principalement tirée par la croissance de la consommation des ménages. Après l'entrée de la Chine à l'OMC, avec l'expansion sans précédent de son commerce d'exportation, les exportations sont devenues la principale source de croissance de l'économie chinoise au cours de cette période. Dans la période 2003-2006, la croissance du PIB de la Chine créée seulement par la croissance des exportations s'élève presque à 6% chaque année et le taux de croissance global du PIB restait supérieur à 10%. Nous pouvons dire qu'après l'entrée à l'OMC, le développement rapide du commerce d'exportation a apporté la croissance économique rapide de la Chine pendant plusieurs années.

Après la crise financière de 2008, la croissance en provenance des exportations chinoises a ralenti et même en 2009, les exportations ont eu un effet négatif sur la croissance de l'économie chinoise. Les exportations qui étaient autrefois le principal moteur de la croissance économique chinoise sont devenues les facteurs freinant la croissance économique. En 2008, la croissance du PIB tirée par les exportations n'était que de 0,5% et, en 2009, l'exportation a causé une décroissance de 3,9% au PIB. Dans le même temps, toutefois, avec la mise en œuvre de politiques de stimulation économique, l'investissement intérieur en Chine a été fortement augmenté. Pendant cette période, l'investissement

est devenu le principal moteur de la croissance du PIB: en 2008 et 2009, la croissance du PIB tirée par l'investissement était respectivement de 6,1% et 8,3%, compensant dans une certaine mesure l'impact négatif des exportations sur la croissance économique. Grâce à ça, la Chine a réussi à maintenir un taux de croissance économique d'environ 9%.

Cependant, la hausse des investissements provoquée par les politiques de relance économique ne durait pas longtemps. Après 2009, la croissance des investissements est revenue à des niveaux normaux et, bien que les exportations aient repris leur croissance, elles n'ont pas été en mesure de maintenir des taux de croissance élevés avant la crise financière. Par conséquent, après 2009, le taux de croissance du PIB de la Chine s'est progressivement ralenti et l'apport de chaque demande finale à la croissance du PIB est plus équilibrée : la croissance du PIB tirée de l'investissement et de la consommation des ménages se situe entre 2% et 4% et la croissance induite par les exportations et la consommation publique est d'environ 1%.

En général, les résultats de l'analyse de la demande globale révèlent des changements dans la structure et le moteur de la croissance économique de la Chine. Avant de rejoindre l'OMC, la croissance économique de la Chine reposait principalement sur la croissance de la consommation des ménages. Après 2001, l'économie chinoise s'est transformée en un modèle de croissance économique tirée par les exportations et a apporté des années de croissance économique rapide. Au cours de la crise financière de 2008, la croissance des exportations chinoises a fortement ralenti et a déjà freiné la croissance du PIB. Cependant, parallèlement aux politiques de relance économique adoptées par la Chine, les investissements ont rapidement augmenté à court terme et sont devenus le pilier de la croissance économique chinoise durant la crise financière. Après la crise financière, l'investissement est devenu la principale source de contribution au PIB de la Chine, et le ratio de contribution des exportations est retombé à environ 20%. De plus, les exportations ne sont plus le principal moteur de la croissance du PIB et le taux de croissance global du PIB chinois a également connu un ralentissement progressif.

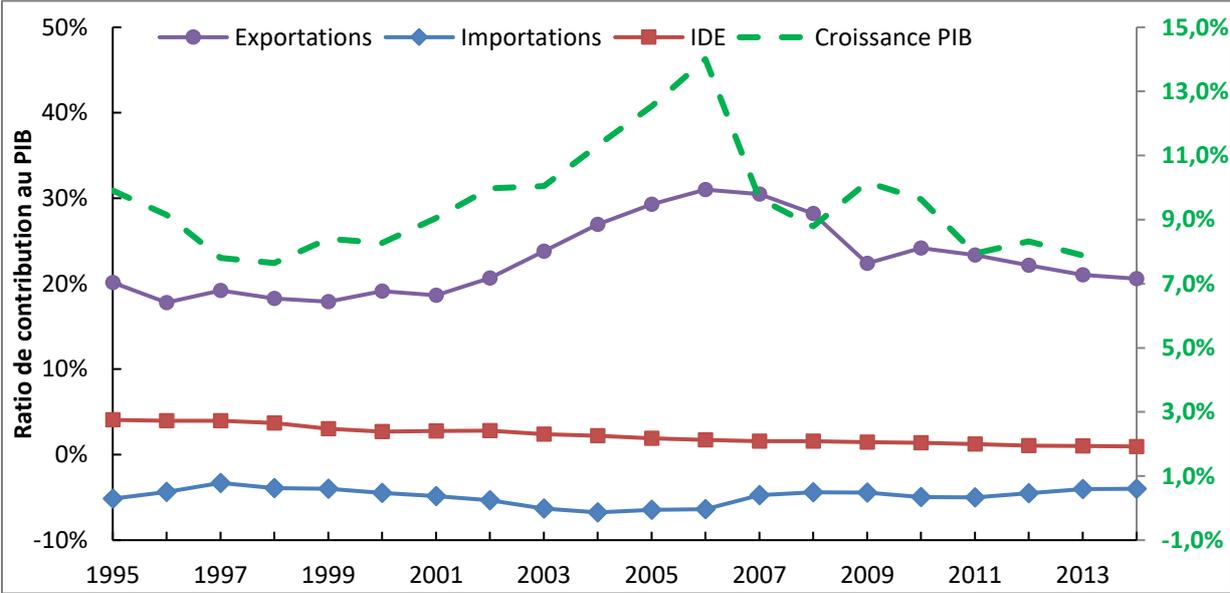
Les changements dans les caractéristiques de la structure économique de la Chine montrent que, même si le développement économique de la Chine était fortement dépendant des exportations après l'entrée à l'OMC, le déclenchement de la crise financière mondiale en 2008 a modifié ce modèle. Aujourd'hui, bien que la Chine soit toujours le premier exportateur mondial, la structure économique

de la Chine est devenue plus équilibrée et les exportations ne jouent plus le rôle le plus important. Peut-être que la crise financière a apporté des leçons approfondies à la Chine, c'est-à-dire que le modèle économique s'appuyant uniquement sur l'exportation n'est pas suffisant pour résister aux risques. En revanche, aujourd'hui, une économie plus diversifiée et équilibrée de la Chine sera plus susceptible de faire face aux incertitudes et aux risques des guerres commerciales.

5.2.2 L'analyse de la contribution de l'exportation, de l'importation et de l'IDE

L'analyse précédente montre que l'impact principal de la guerre commerciale sino-américaine sur l'économie se traduira par des exportations, des importations et des IDE. Par conséquent, après avoir accompli l'analyse de demande globale, cette partie analyse respectivement l'impact des exportations, des importations et de l'IDE. Le graphique et le tableau suivant nous montre respectivement le ratio de contribution des exportations, des importations et de l'IDE au PIB chinois et à la croissance du PIB.

- Évolution de ratio de contribution des exportations, des importations et de l'IDE au PIB



- Pourcentage d'apport des exportations, des importations et de l'IDE à la croissance du PIB

Croissance du PIB	Pourcentage d'apport des exportations, des importations et de l'IDE au taux de croissance du PIB ⁶⁹		
	Exportations	Importations	IDE

⁶⁹ Si le taux de croissance du PIB est 10%, et que le pourcentage d'apport des exportations est 2%, ça veut dire que les exportations ont contribué à l'augmentation de 2% du taux de croissance du PIB.

1996	9.9%	-0.6%	0.3%	0.3%
1997	9.1%	3.2%	0.8%	0.3%
1998	7.8%	0.5%	-0.9%	0.0%
1999	7.6%	1.0%	-0.4%	-0.4%
2000	8.4%	2.8%	-0.9%	-0.1%
2001	8.3%	1.1%	-0.8%	0.3%
2002	9.0%	3.9%	-0.9%	0.3%
2003	10.0%	5.5%	-1.6%	-0.2%
2004	10.0%	5.8%	-1.1%	0.1%
2005	11.3%	5.7%	-0.4%	-0.1%
2006	12.5%	5.6%	-0.7%	0.1%
2007	14.0%	3.7%	1.0%	0.1%
2008	9.7%	0.5%	-0.1%	0.1%
2009	8.8%	-3.9%	-0.4%	0.0%
2010	10.2%	4.3%	-1.0%	0.1%
2011	9.6%	1.4%	-0.5%	0.0%
2012	7.9%	0.6%	0.1%	-0.1%
2013	8.3%	0.6%	0.1%	0.0%
2014	7.9%	1.2%	-0.3%	0.0%

Entre les exportations, les importations et l'IDE, les exportations sont sans aucun doute les plus influentes pour l'économie chinoise et le taux de ses contributions au PIB est nettement supérieur à celui des deux autres. Cela est cohérent avec les caractéristiques de la structure du commerce à excédent élevé de la Chine. L'impact des exportations sur la croissance économique a également changé de façon volatile et suit la plupart du temps la même tendance que le taux de croissance global du PIB, ce qui illustre l'instabilité de l'économie fondée sur les exportations. Les exportations sont extrêmement vulnérables aux changements de la conjonction économique, qui est reflété directement sur le taux de croissance global du PIB. Malgré le développement diversifié de la structure économie chinoise après la crise financière, l'influence des exportations sur la croissance du PIB s'est considérablement affaiblie, mais elle reste toujours plus importante que celle des importations et des IDE. Par conséquent, dans cette guerre commerciale sino-américaine, l'impact de changement des exportations sera le plus grand sur la croissance économique de la Chine.

Comparées à l'impact significatif des exportations sur le PIB, les importations ont relativement moins d'impact sur le PIB de la Chine. En regardant le ratio de contribution au PIB, celui des importations est resté stable entre -3% et -7% de 1995 à 2014, ce qui indique que l'impact négatif des

importations sur l'économie chinoise est limité. Cela peut s'expliquer par le fait que le système industriel national de la Chine est complet, que sa capacité de production est suffisante et que sa dépendance à l'égard des importations est relativement faible. Du point de vue de l'apport à la croissance du PIB, les importations ont peu d'incidence sur la croissance économique de la Chine: à part la contribution négative de plus de 1% due aux activités d'importation au cours des trois années suivant l'entrée de la Chine à l'OMC, le reste du temps, l'apport des importations à la croissance du PIB n'est que de $\pm 1\%$. De là, nous pouvons constater que, dans la structure économique de la Chine, l'influence des exportations sur l'économie est nettement plus importante que celle des importations. Par conséquent, après cette guerre commerciale sino-américaine, la réduction des exportations est plus susceptible d'être un facteur majeur influant la croissance économique que l'augmentation des importations.

L'investissement direct étranger a de multiples avantages dans l'économie: cet article analyse ses impacts à court terme du point de vue de la demande. Dans la perspective de la demande, la part de l'IDE dans la demande totale chinoise a diminué d'année en année, passant de 4,0% en 1995 à 1,0% en 2014. Cela montre qu'avec le développement de l'économie chinoise, la dépendance de la Chine à l'IDE a progressivement diminué. De plus, en raison du volume économique important de la Chine, l'IDE a relativement moins d'impact sur la demande économique chinoise. La croissance du PIB apportée par l'IDE justifie également ce résultat: au fil des années, l'impact des IDE sur la croissance économique a été de $\pm 0,5\%$ et est presque tombé à zéro ces dernières années, ce qui indique que l'impact à court terme des variations de l'IDE sur l'économie chinoise est presque négligeable. Bien entendu, en plus de stimuler la demande, l'IDE a encore de nombreux avantages, tels que la création d'emplois, l'amélioration de la capacité de production et du niveau technologique national. Ce sont plutôt les effets potentiels à plus long terme, mais cet article concentre sur l'analyse à court terme, du coup nous n'en parlons pas plus en détail dans cet article.

5.2.3 L'impact possible de cette guerre commerciale sino-américaine sur l'économie chinoise

La dernière partie a exploré les effets sur l'économie chinoise des trois principaux éléments influencés par la guerre commerciale sino-américaine. Cette partie fera une analyse quantitative plus précise de l'impact possible de cette guerre commerciale sur l'économie chinoise en se basant sur les

résultats de l'analyse dans la partie précédente. Nous allons mesurer dans cette partie l'évolution possible de la croissance du PIB chinois après cette guerre commerciale sino-américaine. Dans le calcul, l'année 2017, la veille de cette guerre, est choisie comme base de référence et la croissance du PIB de cette année a été de 6,8%. Par manque de tableaux d'entrées-sorties pour 2017, nous calculerons directement les ratios de contribution selon les données du PIB, des importations et des exportations de 2017. Pour le coefficient $r/(1-a^d)$ calculé par le tableau entrées-sorties, vu qu'il fluctue entre 80% et 90% sur une période de 20 ans, ce coefficient sera fixé à 85,47% pour 2017, soit la moyenne de celui d'entre 1995 et 2014. En outre, en raison du faible impact des variations éventuelles de l'IDE sur le PIB à court terme, nous négligeons l'évolution de l'IDE et son impact et analyse principalement l'impact des variations des importations et des exportations.

En ce qui concerne l'évolution possible du volume des échanges commerciaux de la Chine après la guerre commerciale, nous avons estimé que : du côté des exportations, les marchandises chinoises concernant l'augmentation des tarifs annoncé par l'administration Trump est actuellement de 250 milliards de dollars. Toutefois, compte tenu de la possibilité de conclusion finale de un accord commercial et que les produits concernés n'arrêteront pas complètement leurs exportations, nous prévoyons ainsi que le déclin final des exportations vers les États-Unis sera inférieur à 150 milliards de dollars. Du côté des importations, les importations chinoises en provenance des États-Unis se sont chiffrées à 153 946 millions de dollars en 2017. Comme les importations sont principalement influencées par la demande intérieure, l'impact des changements de la politique commerciale sur les importations est limité. Encore, l'influence de la guerre commerciale sur les importations se traduira par le transfert de sources d'importation, c'est-à-dire la Chine importera plus de marchandises américaines mais réduira les importations d'autres pays. Du coup, nous estimons que l'augmentation des importations en provenance des États-Unis ne dépassera pas 50% après la guerre commerciale. D'après tout ça, nous avons quantifié les impacts possibles de cette guerre commerciale sur la future économie chinoise, les résultats sont montrés dans le tableau ci-dessous :

-L'impact possible de la guerre commerciale sur la future économie chinoise

		Avant la guerre (2017)	Après la guerre
Exportations	<i>Vers les États-Unis</i>	429,730	279,730

	<i>Total</i>	2,270,645	2,120,645
Importations	<i>Des États-Unis</i>	153,946	230,918
	<i>Total</i>	1,848,245	1,925,218
Excédent commercial	<i>Contre les États-Unis</i>	275,785	48,812
	<i>Total</i>	422,400	195,427
Pourcentage d'apport des exportations à la croissance du PIB		1.1%	-0.1%
Pourcentage d'apport des importations à la croissance du PIB		-0.4%	-0.6%
Taux de croissance du PIB		6.8%	5.4%

NB :

(1) L'année de référence avant la guerre commerciale est 2017.

(2) Dans ce tableau, l'évolution du PIB ne prend en compte que les effets de l'évolution de volume des importations et des exportations, sans tenir compte d'autres facteurs, tels que les politiques de relance économique susceptibles d'être mises en œuvre après cette guerre commerciale.

Les résultats montrent qu'après la guerre commerciale sino-américaine, le taux de croissance économique de la Chine pourrait ralentir de 1,4% en raison de la baisse des exportations et de l'augmentation des importations, qui sont passées de 6,8% avant la guerre commerciale à 5,4%. Parmi eux, le taux de croissance du PIB causé par la réduction des exportations est à 1,2% et celui causé par l'augmentation des importations est à 0,2%. Les résultats de ce calcul sont cohérents avec l'analyse précédente des caractéristiques de la structure économique de la Chine, c'est-à-dire que le ralentissement de la croissance du PIB est principalement causé par les variations des exportations. Comme la structure économique actuelle de la Chine est plus diversifiée, l'influence des exportations sur la croissance économique chinoise est moins grande que celui de la crise financière de 2008 et l'ampleur du ralentissement de la croissance du PIB peut être contrôlée dans une fourchette acceptable.

Cependant, il fallait noter que les calculs ci-dessus analysent uniquement les effets de l'évolution des importations et des exportations. En fait, si l'on se réfère aux mesures prises par la Chine lors de la crise financière de 2008, les politiques de relance économique notamment les politiques budgétaires

à dépenses élevées et les politiques monétaires souples, deviendront la première option du gouvernement chinois face au possible ralentissement dû à cette guerre commerciale. À l'heure actuelle, les risques du ralentissement de l'économie mondiale sont apparus et les principales banques centrales du monde, y compris la Réserve fédérale, se préparent à entamer une nouvelle série de cycles d'assouplissement, ce qui permettra également à la Chine de mettre en œuvre une politique monétaire souple. Par conséquent, le taux de croissance final du PIB dépendra également des facteurs politiques de la Chine. Cependant, bien que la Chine puisse choisir d'adopter des politiques de forte stimulation économique pour récompenser les pertes, ces politiques ne seront pas nécessairement une bonne pratique pour le moment. Lors de la crise financière 2008, les politiques de relance économique ont permis à court terme de maintenir la croissance économique de la Chine, mais elles ont provoqué des problèmes économiques à long terme de surcapacité et d'endettement excessif.

Bien que la guerre commerciale sino-américaine ralentisse la croissance économique chinoise, elle affectera principalement les entreprises exportatrices de transformation de la Chine, qui relèvent des industries à surcapacité de production que l'on doit les éliminer lors de transformation de la structure économique. Si la Chine adopte encore une politique de forte relance comme en 2008, les capacités de production et le surendettement augmenteront encore et la Chine pourrait faire face à un sévère risque d'éclatement de la bulle économique. L'expérience a montré qu'il était important de gérer les risques à court terme, mais insister trop sur les problèmes à court terme engendrerait des problèmes plus sévères à long terme. Au contraire, il est plus durable de sacrifier de manière appropriée les avantages à court terme pour préserver le potentiel de développement à long terme. Sous l'hypothèse que la Chine parvient à assimiler les leçons de 2008 et opter pour une politique de relance économique plus modérée, ainsi tirer parti des opportunités de cette guerre commerciale pour guider la transformation de l'industrie manufacturière et l'élimination des secteurs à surcapacité de production, le ralentissement de la croissance du PIB de la Chine après la guerre pourrait être à presque 1%, mais dans le même temps, la Chine aurait une structure économique plus saine et conserverait une vitalité de la croissance économique à long terme.

5.3 Le synthèse du chapitre

Dans ce chapitre, en se basant sur la méthode de la demande globale, nous avons utilisé les

données de tableau entrées-sorties non compétitif et le modèle ratio de contribution au PIB et à la croissance du PIB pour analyser de manière empirique les caractéristiques de la structure économique chinoise. Nous avons quantifié également l'impact de cette guerre commerciale sino-américaine sur le taux de croissance du PIB chinois. Les résultats des calculs et des analyses montrent que les exportations ont occupé une partie importante dans la structure économique chinoise pendant la période étudiée, qu'elles ont une forte influence sur le taux de croissance du PIB de la Chine. Cependant, après la crise financière de 2008, avec la transformation progressive de la structure économique de la Chine, celle-ci est passée d'une économie fondée sur les exportations à une structure économique plus diversifiée, l'impact des exportations sur l'économie s'est donc progressivement réduit. Comparées aux exportations, les importations et l'IDE ont, à court terme, un impact peu important sur l'économie. Enfin, nous avons mesuré et analysé l'évolution possible du PIB chinois. L'analyse montre que le taux de croissance du PIB chinois pourrait ralentir d'environ 1,4% compte tenu de l'impact de changement de volume des exportations et importations. Si nous prenons en compte la possibilité que la Chine mettrait en œuvre une politique de relance économique modérée pour faire face aux risques de ralentissement de l'économie, le taux de croissance final du PIB chinois pourrait s'approcher à 1%.

Conclusion

Cet article analyse principalement les causes de la guerre commerciale sino-américaine 2018-2019 et son impact éventuel sur la future économie chinoise. Dans les trois premiers chapitres, nous avons analysé les principales demandes des États-Unis dans cette guerre commerciale sino-américaine sous trois aspects: l'équilibre du commerce bilatéral, l'ouverture du marché d'investissement et la protection de la propriété intellectuelle. Les principales demandes des États-Unis comprennent : (1) la réduction de l'excédent commercial de la Chine avec les États-Unis afin d'équilibrer les relations commerciales sino-américaines; (2) la baisse des obstacles tarifaires et non tarifaires à un niveau comparable à celui des États-Unis; (3) la suppression des subventions et des soutiens gouvernementaux destinées à certaines industries dans le plan « Made in China 2025 »; (4) l'avance de la marchandisation du taux de change du RMB; (5) l'annulation de la limitation de participation des investissements directs étrangers en Chine; (6) le renforcement de la protection des droits de propriété intellectuelle des entreprises américaines. Ce sont également les principales raisons pour lesquelles les États-Unis ont provoqué cette guerre commerciale sino-américaine. Les États-Unis souhaitent menacer la Chine par le biais d'une guerre commerciale pour équilibrer les relations commerciales sino-américaines et poursuivre plus d'intérêts en Chine.

Dans le quatrième chapitre, nous avons exploré les concessions possibles que la Chine pourrait faire cette guerre commerciale. Bien que la Chine ne puisse pas accepter toutes les demandes des États-Unis, elle est en mesure de faire certains compromis pour régler pacifiquement cette friction bilatérale. Encore, depuis le déclenchement de cette guerre commerciale, la Chine a fait sincèrement quelques concessions pour répondre aux besoins du gouvernement américain. Du coup, ce chapitre a analysé plus avant les perspectives de négociations dans la guerre commerciale sino-américaine 2018-2019. Nous avons estimé que la conclusion d'un nouvel accord commercial sino-américain reste la solution la plus probable pour terminer cette guerre commerciale.

Dans le dernier chapitre, nous avons mesuré l'impact possible de cette guerre commerciale sino-américaine sur l'économie chinoise. En s'appuyant sur la méthode de la demande globale, cet article a analysé les caractéristiques de la structure économique de la Chine, en montrant que les exportations ont depuis longtemps joué un rôle important dans la structure économique de la Chine et ont eu une

forte influence sur la croissance du PIB chinois. Cependant, après la crise financière de 2008, avec la diversification de la structure économique de la Chine, la Chine ne dépend plus uniquement des exportations pour stimuler sa croissance économique. Comparé aux exportations, les importations et les IDE ont un impact faible sur le taux de croissance du PIB chinois. Enfin, ce chapitre a fait une analyse quantitative et une prévision sur l'évolution possible de la croissance du PIB chinois après cette guerre commerciale sino-américaine, les résultats ont montré que le taux de croissance du PIB chinois baisserait d'environ 1,4% compte tenu de la variation de l'excédent commercial. Si une politique de stimulus économique modérée est adoptée en Chine, la baisse du taux de croissance du PIB chinois sera d'environ 1%.

Bibliographie

- [1]. Ahmad Medhat, trade war between US and China, 2018, Faculty of Economics and Political Science, Cairo University
- [2]. Amiti, Mary and Redding, Stephen J. and Weinstein, David E., The Impact of the 2018 Trade War on U.S. Prices and Welfare (March 2019). NBER Working Paper No. w25672.
- [3]. Barbara J. Spencer and James A. Brander; strategic trade policy From The New Palgrave Dictionary of Economics, Second Edition, 2008, P5
- [4]. Bolt, Wilko and Mavromatis, Kostas and van Wijnbergen, Sweder, The Global Macroeconomics of a Trade War. The Eagle Model on the US-China Trade Conflict (January 31, 2019). De Nederlandsche Bank Working Paper No. 623, 2019
- [5]. Bolt, Wilko and Mavromatis, Kostas and van Wijnbergen, Sweder, The Global Macroeconomics of a Trade War. The Eagle Model on the US-China Trade Conflict (January 31, 2019). De Nederlandsche Bank Working Paper No. 623, 2019.
- [6]. Chen, Xikang. (1990). Input-Occupancy-Output Analysis and its Application in China. 10.1007/978-1-349-10636-3_16.
- [7]. Findings of the investigation into China's acts, policies, and practices related to technology transfer, intellectual property, and innovation under section 301 of the Trade Act of 1974, March 22, 2018, Office of the United States Trade Representative executive office of the president
- [8]. Heckscher, Eli F., Bertil Ohlin, Henry Flam, and M. June Flanders. 1991. Heckscher-Ohlin trade theory. Cambridge, Mass: MIT Press.
- [9]. IMF, World Bank and WTO, 2017. Making trade an engine of growth for all. Policy paper.
- [10]. KPMG, Trade wars : there are non winners, KPMG Economics & Tax Center, August 2018
- [11]. La Richesse des Nations, Livre IV, Chapitre 2 : Des entraves à l'importation seulement des marchandises étrangères qui sont de nature à être produites par l'industrie
- [12]. Leamer, Edward; Levinsohn, James (November 1994). "International Trade Theory: The Evidence" (PDF). Cambridge, MA. doi:10.3386/w4940

- [13]. Morrison, W. M. (2011). China-U.S. trade issues [Electronic version]. Washington, DC: Congressional Research Service
- [14]. Phil Garton and Jennifer Chang, The Chinese currency: how undervalued and how much does it matter?
- [15]. Ricardo, David (1817), *On the Principles of Political Economy and Taxation* (1 ed.), London: John Murray, retrieved 2012-12-07
- [16]. Samuelson, Paul, A. 2004. "Where Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization." *Journal of Economic Perspectives*, 18 (3): 135-146.
- [17]. SHEN Lisheng, WU Zhengyu, Quantitative Analysis of Foreign Trade Contributing to Economic Growth [J]. *Jilin University Journal Social Sciences Edition*, 2004(04):67-78.
- [18]. Timmer, M. P., Dietzenbacher, E., Los, B., Stehrer, R. and de Vries, G. J. (2015), "An Illustrated User Guide to the World Input–Output Database: the Case of Global Automotive Production", *Review of International Economics.*, 23: 575–605
- [19]. «2017 American Business in China White Paper »
- [20]. «2017 Statistical Bulletin of China’s Outward Foreign Direct Investment», Ministry of Commerce of the People’s Republic of China, National Bureau of Statistics, State Administration of Foreign Exchange
- [21]. «2018 American Business in China White Paper »
- [22]. <http://www.stats.gov.cn/>
- [23]. <https://www.census.gov/>
- [24]. <https://www.bea.gov/>
- [25]. http://gss.mof.gov.cn/zhengwuxinxi/zhengcefabu/201809/t20180930_3033432.html
- [26]. http://www.gov.cn/zhengce/content/2019-03/18/content_5374723.htm
- [27]. <http://www.miit.gov.cn/n1146295/n1652858/n1653100/n3767755/c6191983/content.html>
- [28]. <http://www.mofcom.gov.cn/article/b/f/201806/20180602760432.shtml>
- [29]. http://www.xinhuanet.com/fortune/2018-07/06/c_1123088529.htm
- [30]. <http://www.zaobao.com/forum/views/opinion/story20180618-868098>

- [31]. https://apps.americanbar.org/abastore/products/books/abstracts/5370203%20intro_abs.pdf
- [32]. https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/itcdtab57_en.pdf
- [33]. <https://www.commerce.gov/news/secretary-speeches/2016/11/us-secretary-commerce-penny-pritzker-delivers-major-policy-address>
- [34]. <https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/barriere-tarifaire.html#MMObtcRzGhFtHSU5.99>
- [35]. <https://www.reuters.com/article/us-china-yuan-timeline/timeline-chinas-reforms-of-yuan-exchange-rate-idUSBRE83D03820120414>
- [36]. <http://www.wiod.org/home>
- [37]. <https://www.uschamber.com/report/made-china-2025-global-ambitions-built-local-protections-0>

Annexe 1 : Évolution de Volumes de Commerce Sino-Américain 1994-2017

Évolution de Volumes de Commerce Sino-Américain 1994-2017

Source : <https://www.census.gov/>

En milliards U.S. dollars

	Export	Growth Rate	Import	Growth Rate	Total	Balance	Growth Rate
1994	9,28	-	38,79	-	48,07	-29,51	-
1995	11,75	26,63%	45,54	17,42%	57,30	-33,79	14,52%
1996	11,99	2,03%	51,51	13,11%	63,51	-39,52	16,96%
1997	12,86	7,25%	62,56	21,44%	75,42	-49,70	25,75%
1998	14,24	10,72%	71,17	13,76%	85,41	-56,93	14,55%
1999	13,11	-7,94%	81,79	14,92%	94,90	-68,68	20,64%
2000	16,19	23,45%	100,11	22,40%	116,29	-83,92	22,20%
2001	19,18	18,52%	102,28	2,17%	121,46	-83,10	-0,99%
2002	22,13	15,35%	125,19	22,40%	147,32	-103,06	24,03%
2003	28,37	28,20%	152,44	21,76%	180,80	-124,07	20,38%
2004	34,43	21,36%	196,68	29,03%	231,11	-162,25	30,78%
2005	41,19	19,65%	243,47	23,79%	284,66	-202,28	24,67%
2006	53,67	30,30%	287,77	18,20%	341,45	-234,10	15,73%
2007	62,94	17,26%	321,44	11,70%	384,38	-258,51	10,42%
2008	69,73	10,80%	337,77	5,08%	407,51	-268,04	3,69%
2009	69,50	-0,34%	296,37	-12,26%	365,87	-226,88	-15,36%
2010	91,91	32,25%	365,95	23,48%	457,86	-274,04	20,79%
2011	104,12	13,29%	399,37	9,13%	503,49	-295,25	7,74%
2012	110,52	6,14%	425,62	6,57%	536,14	-315,10	6,72%
2013	121,75	10,16%	440,43	3,48%	562,18	-318,68	1,14%
2014	123,66	1,57%	468,47	6,37%	592,13	-344,82	8,20%
2015	115,87	-6,29%	483,20	3,14%	599,08	-367,33	6,53%
2016	115,55	-0,28%	462,54	-4,28%	578,09	-347,00	-5,54%
2017	129,89	12,42%	505,47	9,28%	635,36	-375,58	8,24%
moyenne		12,72%		12,27%			12,25%
σ		11,44%		10,15%			11,16%

Annexe 2: SITC: Standard international trade classification

SITC : Standard international trade classification			
Source : https://unstats.un.org/ ; https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/			
Section	Division descriptions	Categories	
SITC 0 – Food and live animals	Meat, dairy products, cereals, vegetables, fruits, coffee, tea...	Food, drinks and tobacco	
SITC 1 - Beverages and tobacco	Beverages, tabacco and tabacco manufactures		
SITC 2 - Crude materials, inedible, except fuels	Furskins, oil-seeds, crude rubber, cork and wood, pulp...	Resource—intensive industry	
SITC 3 -Mineral fuels, lubricants and related materials	Coal, coke and briquettes, petroleum, gas, electric current		
SITC 4 - Animal and vegetable oils, fats and waxes	Animal oils and fats, fixed vegetable fats and oils...		
SITC 5 - Chemicals and related products, n.e.s	Organic and inorganic chemicals, chemical materials and products...		
Section 6 – Manufactured goods classified chiefly by material	Leather, rubber manufactures, paper, textile, Iron and steel, non-ferrous metals...	Manufacturing Industry	Technology and capital-intensive industry
Section 7 – Machinery and transport equipment	Power generating machinery and equipment, metalworking machinery, telecommunications, road vehicles...		Labour intensive industry
SITC 8 – Miscellaneous manufactured articles	Furniture, travel goods, footwear, articles of apparel and clothing accessories...		Technology and capital-intensive industry
SITC 9 – Commodities and transactions not classified elsewhere in the SITC	Postal packages, coin, gold, special transactions and commodities not classified according to kind...		Labour intensive industry

Annexe 3 : Les diverses raisons des poursuites 337

Raison de la poursuite	Pourcentage
Brevets	79.61%
Marques de commerce	7.42%
Droits d'auteur	3.49%
Emballage	3.45%
Détournement de secrets commerciaux	2.96%
Brevets de conception	1.43%
Publicité mensongère	0.69%
Rupture de contrat	0.50%
Concurrence déloyale	0.45%

Annexe 4 : Principal secteur industriel de l'IDE chinois aux Etats-Unis⁷⁰

Table 20 Major Industrial Sectors of China's Outward FDI to the United States, 2017

(Millions of US Dollars)

Industry	Flows	Share (%)	Stock	Share (%)
Manufacturing	3,604	56.1	17,280	25.6
Leasing and Business Services	1,276	19.9	11,002	16.3
Financial Services	-1,166	-18.2	9,141	13.6
Information Transmission, Software and IT services	294	4.6	6,591	9.8
Wholesale and Retail Trade	789	12.3	5,175	7.7
Real Estate	234	3.6	4,469	6.6
Mining	310	4.8	3,513	5.2
Scientific Research and Technical Services	452	7.0	3,330	4.9
Culture, Sports and Entertainment	18	0.3	2,342	3.5
Construction	247	3.9	1,529	2.3
Resident Services, Repairs and Other Services	34	0.5	751	1.1
Transportation, Storage and Postal Services	44	0.7	595	0.9
Production and Supply of Electricity, Heat, Gas and Water	110	1.7	566	0.8
Hotels and Catering	24	0.4	518	0.8
Agriculture, Forestry, Animal Husbandry and Fishery	95	1.5	327	0.5
Education	35	0.5	128	0.2
Public Health and Social Work	14	0.2	67	0.1
Water Conservancy, Environment and Public Facility Management	11	0.2	56	0.1
Total	6,425	100.0	67,381	100.0

⁷⁰ « 2017 Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment »